

**L'éditorial
d'Arlette
Laguiller**
p 3

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

**LUTTE
OUVRIÈRE**
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1975 - 9 juin 2006 - prix : 1 €

JUIN 36

***un anniversaire...
un exemple
à suivre !***

Roger Vollet

**La fête, un succès !
les interventions, les images**

p. 7 à 11



Sommaire

Leur société

- p. 4**
- Lundi de Pentecôte travaillé... qui ne le fut pas !
 - A propos de cette « journée de solidarité » pour les personnes âgées.
- P. 5**
- Le plan senior du gouvernement
 - Ségolène Royal et les 35 heures
 - Unedic, les chômeurs rappelés à l'ordre
- p. 6**
- Salaires des patrons
 - Villepin en Finlande
 - Les banques roulent sur l'or
- p. 12**
- Les suppressions de postes dans la fonction publique doivent cesser
 - Des économies sur le dos des usagers
 - Les joies du marché, 48 % d'augmentation du prix de l'électricité
- p. 14**
- Le Parti Socialiste et l'Outre-mer
 - Le gouvernement combat des chômeurs
 - L'industrie de luxe, une industrie qui vend bien
 - Procès de La Rochelle
- p. 16**
- Solidarité avec les élèves sans-papiers
 - Le préfet du Loiret a encore fait du zèle
 - Injustice et pingrerie d'Etat pour les anciens combattants des régiments coloniaux
- Tribune**
- p. 6**
- Changer la vie, oui, mais comment ?
- Fête de Lutte Ouvrière**
- p. 7 à 11**
- Les interventions, les images
- Dans les entreprises**
- p. 13**
- Renault Flins, la grève des salariés du sous-traitant Renosol
 - France Télécom
 - SNCF Gare de Perrache - Lyon
 - Maison médicale de garde à Vénissieux (Rhône)
- Dans le monde**
- p. 14**
- La « fortune » de Castro selon *Forbes*
- p. 15**
- Palestine, un référendum pour sortir de la crise
 - Irak, des Marines impliqués dans des massacres de civils

• Borloo content de lui...

Mais pas ceux qui ont besoin de se loger

Mardi 6 juin au matin, sur France-Inter, Jean-Louis Borloo, ministre du Logement, était content de lui : les chiffres de la construction de logements seraient en nette augmentation.

Ainsi, en un an, plus de 420 000 logements auraient été mis en chantier (soit, se félicita le ministre, « plus 150 000 par rapport à il y a trois ans ») et près de 540 000 permis de construire auraient été délivrés. Tous ces chiffres sont bien jolis mais, à supposer même qu'ils soient vrais, ils sont loin de signifier un logement pour tous ceux qui en ont besoin. D'abord parce qu'il ne s'agit pas de logements construits et habitables, mais seulement de démarrages de

chantiers, ou même simplement de projets. Ensuite, parce qu'on ne sait pas combien de ces logements seront destinés à la location à des prix abordables par les familles aux revenus modestes et qu'il y a toutes les chances qu'ils soient en nombre insuffisant.

Borloo ne retient que les chiffres qui l'intéressent pour se faire valoir, lui et le gouvernement auquel il appartient. Mais dans les faits, la flambée des prix de l'immobilier, à l'achat comme à la location, se poursuit. Les propriétaires continuent à être les rois et à pratiquer des loyers exorbitants. Même les bailleurs dits sociaux, de type HLM, ne modèrent pas les hausses qui, année après année, font grimper le prix à payer pour se

loger correctement alors que les salaires restent bloqués.

L'association Droit au logement (DAL) rappelait deux jours plus tôt qu'il existe, « en France, 1,3 million de demandeurs de logements sociaux ». Devant toutes ces familles qui ont besoin de se loger, Borloo a le culot de se vanter d'un « énorme plan Marshall » pour le logement qu'il aurait mis en route et qui exigerait « de cinq à sept ans pour produire ses effets ». En somme, lui est content et les demandeurs de logements n'ont qu'à prendre patience pendant encore cinq ou sept ans !

Utile, le ministre du Logement ? Certainement pas pour ceux qui ont besoin de se loger !

Lucienne PLAIN

Un Mondial de foot en or !

Pendant un mois, et dès le 9 juin, déferleront les vagues médiatiques et publicitaires pour la phase finale de la 18^e Coupe du monde de football. Et cela jusqu'au 9 juillet, jour de la finale disputée dans le cadre du grand stade Olympiastadion de Berlin, construit à la gloire d'Hitler et des nazis pour les Jeux olympiques de 1936 et restauré pour l'occasion.

Même pour ceux qui ne sont pas des amateurs de ce type de compétition, il sera impossible de l'ignorer et très difficile d'y échapper.

De coupe en coupe, tous les quatre ans, les médias et les sociétés multinationales qui sponsorisent cette épreuve multiplient leurs investissements. Pour eux, c'est l'événement publicitaire mondial numéro un, avec 32 milliards de téléspectateurs cumulés attendus et

autant de clients potentiels.

Dans cette compétition du fric, quinze multinationales ont versé 700 millions d'euros pour être sélectionnées par la FIFA (Fédération internationale de football association) afin d'afficher leurs logos sur les maillots, chaussures et autres vêtements des joueurs.

Pour 1,2 milliard d'euros, des chaînes de télévision ont acquis les droits exclusifs de retransmission (contre 800 millions en 2002 et 100 en 1998). Les chaînes françaises sont déjà les championnes dans ce domaine, TFI, M6, Canal+ et Eurosport ayant versé 130 millions.

Maintenant elles vont tenter de rentabiliser ces investissements en nous gavant de spots publicitaires... sportifs bien sûr ! Les spots les plus chers sont ceux de la mi-temps de la finale, vendus 250 000 euros (quinze ans de smic)



pour trente secondes.

Au total, les investissements publicitaires liés à cette compétition dépasseront les trois milliards d'euros. Des grandes surfaces aux marchands de télévisions, des agences bancaires aux vêtements et couches-culottes des nourrissons, tous les secteurs seront investis par les pubs de foot !

Le football est un sport très populaire. Parfois il est l'occa-

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky portera sur

L'Afrique malade du capitalisme

Vendredi 16 juin à 20 h 30

Théâtre de la Mutualité

24, rue Saint-Victor à Paris 5^e (Métro : Maubert-Mutualité)

Participation aux frais : 3 euros

À vos agendas

Samedi 10 juin

Manifestation nationale des sans-papiers contre les lois anti-immigrés de Sarkozy.

Paris, à 14 h, de la place Clichy à la place Saint-Augustin

Dimanche 11 juin

Rassemblement et pique-nique festif à l'appel du collectif « Uni(e)s contre une immigration jetable », dont Lutte Ouvrière est partie prenante.

Paris, pelouse de Reuilly, porte Dorée, de 12 heures à 18 heures.

sion de rassemblements festifs. Mais il est aussi et surtout complètement gangrené par le monde des affaires et du fric. Quant au monde politique, il ne se gêne pas pour l'utiliser dans ses aspects les plus nationalistes.

Louis BASTILLE

LUTTE OUVRIÈRE

(Union Communiste (Trotskyste)
membre de l'Union Communiste Internationaliste)

L'Union Communiste trotskyste qui publie Lutte Ouvrière, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui le communisme et le socialisme sont le seul avenir pour l'humanité menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle divisée en classes sociales, qui repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte Ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone : 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. - Tirage : 14 000 exemplaires. Impression : Rotos 93 - 3, rue du Parc 93150 Le Blanc-Mesnil, téléphone : 01 48 14 21 65. - Commission paritaire des publications n° 1009185576.

Lutte Ouvrière c/o Éditions d'Avron 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte Ouvrière (Ile-de-France) c/o Éditions d'Avron 153-155 Avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin.

Lutte Ouvrière sur Internet :

www.lutte-ouvriere.org
www.union-communiste.org
e-mail : journal@lutte-ouvriere.org

Téléphone : 01 48 10 86 20
Télécopie : 01 48 10 86 26

Soutenez-nous financièrement

Les chèques de soutien à Lutte Ouvrière doivent être libellés à : « Jean-Paul Rigollet, mandataire financier de Lutte Ouvrière » et sont à envoyer à LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 Paris Cedex 18.

Jean-Paul Rigollet a été déclaré le 23 décembre 1994 mandataire financier du parti Lutte Ouvrière conformément à la loi. Celle-ci dispose qu'il est seul habilité à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 euros par an. Tout don supérieur à 150 euros doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIÈRE - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18

ABONNEZ-VOUS ! à Lutte Ouvrière et Lutte de Classe

Nom : Prénom :

Adresse :

Code postal : Ville :

Ci-joint la somme de :
par chèque à l'ordre de Lutte Ouvrière
ou virement postal : ccp 26 274 60 R PARIS

Tarif des abonnements	Lutte Ouvrière		Lutte de Classe
Destination :	6 mois	1 an	10 numéros
France, DOM-TOM	18 €	35 €	15 €
DOM-TOM avion	25 €	50 €	21 €
Europe, Afrique, Proche et Moyen-Orient	30 €	60 €	21 €
USA, Canada	35 €	70 €	25 €
Autre Amérique, Asie, Océanie	43 €	85 €	32 €

Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

L'éditorial

d'Arlette Laguiller

Éditorial des bulletins d'entreprise
du 5 juin

L'exemple de Juin 36



Depuis un quart de siècle, la classe capitaliste fait payer aux classes populaires la crise de son économie. Et les gouvernements ont beau changer, la gauche et la droite alterner au pouvoir, leur orientation reste la même. Car le problème fondamental, c'est que les grandes sociétés capitalistes détiennent tous les leviers de l'économie et exercent sur la société une dictature absolue.

On convie périodiquement la population à élire des représentants dans une multitude d'institutions, des municipalités à la présidence de la République. Mais toutes ces institutions n'ont aucune prise sur le droit des grandes sociétés capitalistes de faire ce qu'elles veulent dans les secteurs économiques qu'elles contrôlent, de fermer des entreprises ou de menacer de le faire simplement pour augmenter la valeur de leurs actions en Bourse. Ce sont les Bouygues, Lagardère, Dassault ou Arnault qui détiennent le véritable pouvoir.

Les autres, ceux qu'on élit, ne sont là que pour faire croire que nous sommes en démocratie, que c'est le peuple qui décide, et pour justifier avec des arguments politiques les mesures prises en faveur des capitalistes.

Voilà pourquoi ceux qui nous disent qu'il suffira de bien voter en 2007 pour changer notre sort se moquent de nous.

Bien sûr, devant les attaques répétées du gouvernement actuel, nombre de travailleurs se disent qu'avec la gauche, cela ne peut pas être pire. Mais la seule façon d'arrêter la dégradation des conditions d'existence du monde du travail, c'est de s'en prendre au grand patronat, c'est de répartir autrement la richesse produite. Et cela, la gauche au gouvernement ne le fera pas plus que la droite !

Le PS a été, au cours du quart de siècle écoulé, plus longtemps au pouvoir que la droite, sans que son passage ait marqué un recul dans l'aggravation de la condition des travailleurs.

Les échanges de propos au sommet du PS, suite aux déclarations quasi sarkozystes de Ségolène Royal,

sont révélateurs. Même ceux qui, comme Martine Aubry, Jack Lang, Strauss-Kahn, ont pris quelques distances avec le langage de Ségolène Royal (et cela d'autant plus facilement qu'ils sont en compétition avec elle pour la présidentielle), discutent uniquement de la forme de ses prises de position.

En fait Ségolène Royal s'inscrit dans la lignée des dirigeants de la SFIO de triste mémoire : de Jules Moch, ministre socialiste de l'Intérieur, qui en 1948 envoya l'armée contre les mineurs en grève ; de Guy Mollet, chef du gouvernement en 1956, qui rappela les jeunes libérés du service militaire pour les renvoyer faire la guerre en Algérie.

Le PC critique aujourd'hui certaines prises de position du PS. Mais il n'a pas d'autre perspective politique que de participer au gouvernement. Et l'éventuel gouvernement socialiste de 2007, quel qu'en soit le chef, se refusera à toucher aux profits capitalistes. Alors, malgré les discours actuels de ses dirigeants, si le PC revient au gouvernement, c'est le PS qui décidera. Il en a été ainsi avec la participation communiste aux gouvernements Mauroy et Jospin.

Aussi loin qu'on remonte dans le passé, les travailleurs n'ont obtenu quelques avancées qu'en se faisant craindre. Et en cette année où l'on commémore juin 36, il est utile de rappeler que ce qui a fait reculer à l'époque le grand patronat, c'était la grève générale, les occupations d'usines, la trouille profonde des bourgeois que la montée de la révolte ouvrière leur fasse perdre tout : leurs usines, leurs propriétés, leurs capitaux et jusqu'au droit de continuer à prospérer par l'exploitation. Et si le gouvernement socialiste de l'époque a fait quelques concessions aux travailleurs, les congés payés, les quarante heures et une augmentation des salaires, ce n'était pas par générosité, mais pour sauver la mise aux possédants !

Ce n'est pas l'élection du Front populaire qui a changé la donne en juin 1936, c'est l'action collective de la classe ouvrière. C'est un exemple dont il faudra s'inspirer.

Arlette LAGUILLER

La trique et l'uniforme

« Internats éducatifs », « encadrement militaire », « chantiers humanitaires encadrés par des militaires, par des gendarmes, par des pompiers », telles sont les prétendues solutions que Ségolène Royal a imaginées pour régler la question de la délinquance des jeunes. En somme, en avant, au pas cadencé, pour la militarisation de la jeunesse !

Dans le langage des militaires, les adjectifs « éducatifs » ou « humanitaires » se sont le plus souvent accordés avec les maisons de correction et les embrigadements en tout genre. Les écoles militaires ou des institutions comme celle des enfants de troupe n'ont jamais été des modèles d'éducation, de culture et d'apprentissage d'une vie sociale ouverte sur les

autres. De tout temps, elles se sont surtout illustrées par leur capacité à briser ceux qui y étaient envoyés pour en faire ce que l'armée appelle des hommes, des vrais, c'est-à-dire des hommes embrigadés, dans tous les sens du terme.

En fait, pour Ségolène Royal, les enfants de troupe et les camps d'entraînement feraient très bien l'affaire,

moins pour leur supposée valeur éducative, que pour servir ses ambitions électorales qui impliquent de plaire à toute une partie de l'opinion, celle qui pense que la trique et la répression sont les remèdes aux maux engendrés par cette société de classes.

Et le fait que le projet socialiste n'ait pas retenu cette proposition – ce qui aurait été un couronnement avant la lettre de Ségolène Royal comme candidate du PS – ne change rien au fait que, partie à la chasse aux voix, celle-ci est capable de faire flèche de tout bois.

Michel ROCCO



• Lundi de Pentecôte travaillé

Encore raté !

Plus de la moitié des salariés ne sont pas allés travailler le lundi de Pentecôte, le 5 juin.

La journée supplémentaire de travail, dite « de solidarité », a été instituée par le gouvernement de Jean-Pierre Raffarin, après l'hécatombe de la canicule 2003. À l'époque, personne n'avait été dupe, chacun comprenant qu'il s'agissait d'une vaste escroquerie dont seuls les salariés seraient les victimes, puisque ni les revenus des professions indépendantes ou libérales ni les profits des actionnaires ne seraient ponctionnés. Quant aux patrons, par la voix du Medef, ils avaient annoncé que leur contribution ne pourrait être que « très inférieure au 0,5 % théorique que représente une journée de travail sur un peu plus de 200 dans l'année ». On se doutait bien

aussi que l'argent extorqué ainsi ne contribuerait que peu à l'amélioration du sort des personnes âgées.

Le lundi de Pentecôte 2005 fut marqué par des mouvements de grève dans certains secteurs comme les transports en commun, et par une belle pagaille ; celui de 2006 n'a pas eu plus de succès, un certain nombre de grandes entreprises ont pris les devants en le transformant en jour chômé pris sur les congés. D'autres ont travaillé, dans le désordre et la dispersion, les compagnies de transport, par exemple, n'ayant pas le droit de faire circuler leurs camions. Bref, encore une belle pagaille, et toujours aux dépens, en premier lieu, des salariés !

Quant aux fonds ainsi récoltés, ils ont servi en partie à d'autres dépenses ; le prési-

dent de l'Adehpa, association des directeurs de maisons de retraite, estime que, sur cette journée travaillée, « une demi-heure » serait consacrée à « augmenter le personnel dans les établissements et les services à domicile » aux personnes âgées.

Tout cet invraisemblable montage de la journée dite « de solidarité » n'a été mis en place que pour permettre à Raffarin de se livrer à un assaut de démagogie contre les salariés « qui ne travaillent pas assez ». Il doit être purement et simplement supprimé. Quant au financement de l'aide aux personnes âgées, il est indispensable. Et il est absolument nécessaire, pour dégager ces fonds, de cesser les subventions au patronat.

Sylvie MARÉCHAL

Une caisse bien pratique pour l'État

La taxe imposée par l'État pour, prétend-il, financer l'aide aux personnes âgées est recueillie par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie, la CNSA, créée à la suite de la canicule de 2003.

Sur les fonds recueillis, seulement 500 millions sont destinés à un plan d'aide à l'investissement des maisons de retraite et des établissements pour handicapés, alors que la journée travaillée gratuitement rapporte 2 milliards d'euros, auxquels s'ajoute un supplément de CSG. Cette caisse gère aussi 11 milliards d'euros provenant des crédits du budget de la Sécurité sociale consacrés aux personnes âgées et aux handicapés.

Où passe donc tout cet argent ? En fait l'État se décharge sur cette Caisse de diverses dépenses, la plus importante (2 milliards d'euros) étant l'aide aux départements pour financer l'allocation personnalisée d'autonomie et la prestation de

compensation du handicap. Mais il y a aussi d'autres transferts de charges de l'État, comme les travaux pour rendre accessibles des bâtiments publics aux handicapés.

L'État prélève donc dans la caisse sans vergogne, à tel point que le Conseil d'orientation de la CNSA lui-même vient d'exprimer « un net désaccord, pour des raisons de principe, sur l'utilisation (...) de 2,5 millions d'euros pour le recrutement, par plusieurs fédérations du sport adapté aux personnes handicapées, de trois cents éducateurs sportifs diplômés » car il « considère... que ce financement incombe au budget de l'État ».

En fait l'État, utilisant l'émotion suscitée par les morts de la canicule, s'est créé une caisse noire sur le dos des salariés.

J.S.

• Des améliorations pour les personnes âgées

Pour la Pentecôte... ou pour la Saint-Glin-Glin

Mettant à profit une visite savamment médiatisée à des maisons de retraite en Dordogne, Villepin a annoncé le 26 mai un plan « Solidarité grand âge », avec des mesures « très concrètes », a-t-il ajouté.

Ce plan prévoit 15 000 places supplémentaires en maisons de retraite en trois ans, entre 2008 et 2010. Quinze mille, c'est bien peu. C'est tout juste le nombre de victimes de l'incurie de l'État qui avaient succombé lors de la canicule de 2003. Depuis lors, les effets d'annonce s'étaient multipliés, à commencer par le plan « vieillissement et solidarité » de Raffarin. Son successeur s'est bien gardé d'en faire le bilan avant de promettre à son tour la rénovation des maisons de retraite, un développement de l'hospitalisation et des soins à domicile, la prise en compte des problèmes spécifiques des personnes âgées à l'hôpital ou encore la mise en place d'une

consultation gratuite à 70 ans pour détecter les maladies du vieillissement.

Villepin déclare vouloir, lui aussi, « rénover profondément nos maisons de retraite, en faire des institutions plus médicalisées et plus humaines, des maisons où l'on puisse faire de courts séjours, recevoir des soins ponctuels et bénéficier d'un cadre de vie agréable ». Ces belles paroles ont fait réagir Pascal Champvert, président d'une association de directeurs de maisons de retraite, l'Adehpa. Ce plan, dit-il, émet des « propositions innovantes pour 2008, 2009, 2010. Mais c'est aujourd'hui que Dominique de Villepin est Premier ministre. Moi, ce qui m'intéresse c'est de savoir de quels crédits je disposerai en 2006 et quel sera en 2007 le budget de la protection sociale ».

Bonnes questions ! Mais Villepin a choisi d'être discret.

Jean SANDAY

Un plan du gouvernement en dissimule un autre

Alors que le Premier ministre annonce la création de 5 000 places supplémentaires par an pendant trois ans dans les maisons de retraite, les professionnels de ce secteur s'alarment d'un autre projet gouvernemental qui va dans un sens diamétralement opposé.

La loi de financement de la Sécurité sociale de 2006 prévoit en effet de supprimer une partie des 83 000 lits de long séjour dans les hôpitaux et de transférer les personnes âgées dépendantes qui les occupent vers les maisons de retraite, où elles ne recevront plus d'aide de l'assurance maladie. Il est question de supprimer dans les années à venir 70 % de ces lits alors que le nombre

de personnes de plus de 85 ans doit doubler d'ici à 2020 !

Nombre d'hôpitaux où séjournent des personnes âgées auraient besoin de rénovation et il faudrait davantage de personnel pour s'en occuper. Mais au lieu de prévoir cela, le gouvernement aggrave la situation. En effet, l'encadrement médical est, en moyenne, deux fois plus faible dans les maisons de retraite que dans les hôpitaux de long séjour.

Les personnes qui ne pourront plus être accueillies dans les hôpitaux de long séjour n'auront pas toutes les moyens de payer une maison de retraite. Que deviendront-elles ? Et pour celles qui pourront malgré

tout y accéder, leurs conditions de vie et de soins risquent d'être dégradées, car leur arrivée « va conduire à un accroissement important du handicap moyen des personnes vivant en maison de retraite. Il s'ensuivra une nette régression de la qualité de leur accompagnement puisque les moyens financiers nécessaires sont clairement sous-évalués », s'inquiète l'Association des directeurs d'établissements d'hébergement pour personnes âgées.

L'État économise sur ce qui devrait être des priorités, quitte à provoquer de nouveaux drames dont les premières victimes seront ceux qui appartiennent aux milieux populaires.

J.S.

Des maisons de retraite de plus en plus inaccessibles

Sur cent établissements relevés par le journal *Le Parisien* en Île-de-France, les trois quarts présentent une liste d'attente allant jusqu'à plusieurs mois.

Mais combien de personnes ne sont même pas inscrites sur une liste d'attente, faute d'avoir les moyens de payer leur séjour ? Les tarifs

des établissements figurant dans cette enquête vont de 48 à 132 euros par jour. En moyenne, le séjour coûte 1 700 euros par mois (2 000 euros en Île-de-France) alors que le montant moyen d'une pension de retraite est de 1 200 euros.

Malgré les tarifs qu'elles doivent payer, les personnes âgées sont loin de bénéficier

d'une aide en personnel suffisante : le taux d'encadrement est de 4 à 5 personnes pour dix résidents, loin d'un taux de « un pour un » qui existe dans d'autres pays comme l'Allemagne. C'est qu'en fait, comme le note un rapport officiel, les personnes hébergées ou leur famille financent nombre de charges, y compris les inves-

tissements et les frais financiers. La création de nouvelles places dans les maisons de retraite dont parle Villepin, dans la mesure où elles seront réalisées, sera financée essentiellement par les personnes âgées ou leur famille. Et pas par l'État comme le laisse entendre Villepin.

Du fait des ponctions

opérées par la fameuse « réforme » des retraites et de la diminution du pouvoir d'achat des parents ou des proches des personnes âgées, les quelques bénéficiaires des « lits » qui seront ouverts dans les années qui viennent seront sélectionnés... par l'argent !

J. S.

• Le plan senior du gouvernement

Une attaque en règle contre l'emploi, les salaires et les retraites !



Suspendu pour cause de manifestations contre le CPE, voilà le plan consacré à « l'emploi des seniors », c'est-à-dire les travailleurs de plus de cinquante ans, ressorti de son placard par le gouvernement.

Villepin, de retour de voyage en Finlande, et emballé, a-t-il déclaré, par l'exemple finlandais où existerait une prolongation d'activité possible jusqu'à 70 ans, a présenté son plan au Conseil économique et social. Il s'agit d'une attaque en règle contre l'emploi, les rémunérations et les retraites, préparé par un accord conclu entre le Medef et trois organisations syndicales, la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC.

Comme toujours, comme pour les retraites et la Sécurité sociale, nos gouvernants ont le culot de prétendre devoir « réformer » dans l'intérêt des salariés. Le drame, pour le gouvernement, serait le taux d'emploi des 55-64 ans à 37,9 %, qu'il voudrait porter à 50 % en 2010. Mais prendre comme référence une période qui va jusqu'à 64 ans est bien révélateur du but de l'opération. Malgré les retours en arrière, en France on a le droit de prendre sa retraite à 60 ans. La référence à 64 ans montre d'emblée qu'il s'agit de faire sauter ce principe déjà mis à mal par la diminution du montant des retraites depuis les lois Balladur de 1994, puis celles de Raffarin en 2003.

Et puis, derrière les déclarations hypocrites sur le sous-emploi des salariés après cinquante ans, toutes les mesures proposées ne peuvent qu'empirer encore la situation critique de cette catégorie de salariés.

Depuis des années, les

patrons licencient bien souvent en priorité les salariés les plus âgés. Ce n'est pas pour rien que les chômeurs de plus de cinquante ans se reclassent deux fois moins que les autres salariés ; à peine plus de 30 % seulement y arriveraient. Et ce n'est qu'une moyenne, car au-delà de cinquante-cinq ans c'est quasiment mission impossible. À l'heure où, dans les entreprises, on impose des cadences de plus en plus infernales, avec en conséquence l'explosion des maladies professionnelles liées à cette détérioration des conditions de travail, les salariés de plus de cinquante ans cumulent pour les patrons les handicaps d'avoir déjà été usés à la tâche et d'avoir des salaires qui, malgré tout, sont plus élevés que ceux qui arrivent sur le marché du travail.

La soif de profit du patronat a entraîné la multiplication des licenciements de ces catégories de travailleurs. C'est pour freiner, ne serait-ce que partiellement, cette accélération qu'avait été instituée une contribution taxant les licenciements des plus de cinquante ans et, de façon quelque peu significative, surtout ceux de plus de cinquante-cinq ans. Or le « plan senior » va de pair avec la limitation de cette contribution, la « contribution Delalande » et sa suppression complète en 2010, que réclamait le patronat. Cela sera un encouragement à licencier sans réserve et sans risque, ne serait-ce que financier, ces travailleurs les plus âgés.

L'autre mesure est l'institution d'un CDD spécifique de 18 mois renouvelable pour les plus de 57 ans. Le complément, indispensable pour ses auteurs, est la suppression de la mesure qui faisait que les

chômeurs de plus de cinquante-sept ans ayant leurs trimestres de cotisation étaient dispensés de recherche d'emploi. Le ministre chargé des Relations du travail, Gérard Larcher, vient d'annoncer qu'il allait demander la suppression de cette disposition. Dans les faits, quelle que soit leur situation de cotisation, les chômeurs de plus de cinquante-sept ans, sont laissés en paix par l'ANPE, en attendant leur retraite. Pour le calcul de leur pension de retraite, les périodes de chômage sont neutralisées. Mais si on obligeait ces chômeurs âgés à prendre un travail en CDD, évidemment sous-payé et sous-qualifié, en plus de la brimade que cela pourrait représenter, la prise en compte des salaires de cette période entraînerait automatiquement une baisse du niveau de leurs pensions de retraite. Quant à ceux qui refuseraient de prendre ce travail, ils se trouveraient évidemment radiés.

Toutes les autres mesures visent à encourager le cumul d'un emploi et d'une retraite. Cela en dit plus long que tous les discours sur les intentions des gouvernants quant au montant à venir des retraites. Ils sont en campagne pour tenter de faire rentrer dans la tête des travailleurs qu'ils devront continuer à travailler bien au-delà de soixante ans et au-delà même de leur retraite, qui sera de plus en plus à la portion congrue.

Ce plan senior est, à l'image de toutes les autres mesures mises en avant sur la précarité, les licenciements, les salaires, une attaque de plus contre la situation des salariés.

Paul SOREL

• Ségolène et les 35 heures

Responsable mais pas coupable

Le deuxième chapitre du livre-profession de foi de Ségolène Royal, mis en ligne sur son site le 1^{er} juin et intitulé « *Les désordres de l'emploi et du travail (comprendre les mutations pour mieux les maîtriser)* », contient trois paragraphes sur les 35 heures, « *un gain inégalement partagé de bien-être au travail* ».

On peut y lire que la contrepartie des 35 heures fut « *un spectaculaire assouplissement du droit du travail et une flexibilité accrue. (...) La proportion des salariés en horaires flexibles est passée de 10 à 40 %, soit plus que les salariés américains. Pour ceux-là, les rythmes de travail ont été intensifiés, les amplitudes horaires étendues et la segmentation de la journée de travail accentuée. (...) C'est donc essentiellement au bas de l'échelle des qualifications et des statuts que la flexibilité a été accentuée : chez Michelin, les cadres ont bénéficié de jours de congé supplémentaires et les ouvriers sont venus travailler le samedi... D'où ce résultat non voulu : une dégradation de la situation des plus fragiles.* »

Cette loi, Ségolène Royal l'a approuvée, défendue, votée et portée au pinacle jusqu'au 31 mai de cette année, alors qu'elle contient en toutes lettres ce qu'elle dénonce aujourd'hui : la possibilité d'augmenter la flexibilité du travail. Elle a même été faite pour cela.

La loi Aubry dite des 35 heures contient aussi bien d'autres attaques contre les travailleurs et, celles-là, Ségolène Royal n'en parle pas. La loi favorise la « modération salariale », autrement dit le blocage de fait des salaires pour plusieurs années. Elle stipule que l'organisation du temps de travail sera soumise à des accords d'entreprise ou même de site. C'est-à-dire

qu'elle livre les travailleurs les moins organisés, en particulier ceux des petites entreprises, à la merci de leurs patrons. Au-delà, elle tend à morceler la classe ouvrière en rendant les conventions collectives caduques et en faisant de chaque entreprise un cas particulier.

En plus de faire aux patrons le cadeau de la flexibilité et de la « négociation » en position de force, la loi les « dédommage » en les couvrant de subventions. Cela, Ségolène Royal ne l'aborde pas. Et lorsqu'elle parle de la différence de traitement entre les ouvriers et les cadres de Michelin, elle ne dit pas un mot des bénéficiaires que Michelin a tirés du passage aux 35 heures.

Interrogée à la télévision, la dirigeante socialiste a redit en substance ce qu'il y a dans son livre : pour elle, la loi sur les 35 heures est une « grande loi sociale » qui visait à créer des emplois et dont le « résultat non voulu » a été une dégradation de la situation des travailleurs et une augmentation des bénéficiaires des entreprises. Mais il serait plus conforme à la réalité de dire que la loi sur les 35 heures a été une loi en faveur des patrons qui prévoyait l'augmentation des bénéficiaires des entreprises à la mesure de la dégradation des conditions de vie des travailleurs. Et dont un autre « résultat non voulu » a été une large contribution à la perte de quatre millions de voix par les partis de gauche au premier tour de la présidentielle.

Et c'est ce résultat-là qui préoccupe une Ségolène Royal qui se dit par ailleurs favorable à d'éventuels assouplissements de la loi dans ses déclarations destinées, non à l'électorat populaire, mais au Medef.

Paul GALOIS

• L'Unedic

Les chômeurs rappelés à « leurs devoirs »

Pour tenter de faire baisser les indemnités qu'elle verse, l'Unedic fait pression pour que les chômeurs acceptent n'importe quelle proposition d'emploi. C'est le sens de la nouvelle rédaction de la lettre envoyée aux Assedic, où elle précise que le versement de leur allocation est renouvelé mensuellement, « *à condition que vous accomplissiez des démarches actives et répétées de recherche d'emploi* ».

Formuler cette menace à peine voilée contre les chômeurs est plus facile que de leur offrir des emplois convenablement rémunérés. Et surtout, de la part des syndicats qui gèrent l'Unedic et du gouvernement qui la chapeaute, c'est infiniment plus facile que de tenter d'empêcher les patrons d'alimenter sans cesse le chômage en licenciant ou en supprimant des emplois.

Vincent GELAS

Depuis plusieurs années, il existe au sein de notre organisation une tendance minoritaire. Cette tendance soumet des textes différents de ceux de la majorité au vote de nos camarades lors de nos conférences nationales. Mais elle s'est exprimée aussi, à chaque fois qu'elle l'a désiré, dans les bulletins intérieurs de notre organisation.

Ces camarades ont demandé à se constituer en tendance structurée ou, autrement dit, en fraction.

C'est pourquoi ils s'expriment chaque semaine à cet endroit, dans les colonnes de notre hebdomadaire, parfois pour défendre des opinions identiques ou semblables à celles de la majorité, parfois pour défendre des points de vue différents.

TRIBUNE

Changer la vie, oui. Mais comment ?

C'est l'histoire d'un patron, celui du groupe français Vinci, numéro Un mondial de BTP, qui ne touchait qu'un salaire annuel de 4,3 millions (environ 300 fois le SMIC), mais qui s'était fait attribuer un « bonus de départ » de 13 millions, une retraite à vie à 50 % de son salaire, soit plus de 2 millions par an, et qui avait touché des stock-options (des titres de Vinci) qui lui avaient permis de se constituer un patrimoine de 250 millions d'euros. Sans compter les avantages en nature comme la mise à disposition d'un « pied à terre parisien ».

Mais voilà, les patrons sont toujours avides d'améliorer leur ordinaire, et celui-là revendiquait en plus une prime de 8 millions d'euros – « *une goutte d'eau qui a fait déborder le vase* » nous a dit la presse – pour avoir mené à bien l'acquisition par sa société des Autoroutes du Sud de la France, une opération qui a quasiment doublé la taille de Vinci.

Si le patron de Vinci apparaît comme le mieux payé, il n'est cependant pas une exception. Les « salaires » des dirigeants ont augmenté en une décennie dix fois plus vite que ceux de l'ensemble de leurs salariés, reconnaît le journal *Le Figaro* du 2 juin. Et nombre de cas récents ont montré que plus les patrons licenciaient, plus ils s'enrichissaient personnellement, en même temps qu'ils arrondissaient la galette de leurs actionnaires. Oui, les licenciements ça paye... pour certains. C'est pourquoi de la Sogerma à Dim en passant par France Télécom ou l'automobile et ses sous-traitants, on en voit tant de nos jours.

On est loin avec tout ça du SMIC à 1 500 euros par mois... pour 2012, avancé par le Parti socialiste dans son programme. Une revendication face à laquelle le patronat fait semblant de grimper aux rideaux, alors même que Villepin reconnaît que par l'augmentation de 3 ou 4 % par an actuelle, on y parviendrait de toutes façons à cette date...

Quant au chômage, le gouvernement prétend l'avoir enravé : en réalité il l'a diminué dans les statistiques à grands coups de radiations de chômeurs, pour un oui ou un non, lesquels restent bien dans leur condition mais sans les maigres ressources qui leur étaient jusque-là attribuées. Ce n'est certes pas au rythme des licenciements

actuels qu'il pourrait régresser. Ce chômage-là arrange trop les patrons, dont les bénéfiques n'ont jamais été aussi élevés, car il leur permet de faire une pression sur tous les salaires et d'imposer toujours plus de précarité.

Pas étonnant que la vie des travailleurs dans ces conditions soit de plus en plus difficile, en particulier dans les cités où les possibilités pour les jeunes d'accéder à un travail, même quand ils ont des diplômes, sont de plus en plus réduites. Encore davantage quand ils ont un nom à certaine consonance ou qu'ils paraissent un peu bronzés. Et quand en plus ils sont provoqués par la politique d'un Sarkozy ou d'un Villepin courant derrière un Le Pen, exaspérés par les interventions policières, leurs parents compris, comme à Montfermeil, tout est rassemblé pour pourrir la vie des uns comme des autres.

Oui il est absolument nécessaire pour les travailleurs de se sortir de cette situation. Mais nous n'y parviendrons sûrement pas en faisant confiance à ceux qui prétendent qu'il faut plus de répression ou même plus d'éducation – encore que cette dernière ne nuise pas – mais par un véritable recul du chômage et de la pauvreté.

Ce n'est pas ce que nous proposons ni les Sarkozy ou Villepin, ni les Ségolène Royal ou autres « éléphants » socialistes candidats à la candidature pour les présidentielles. Les uns comme les autres tiennent des discours « sécuritaires » et chacun avec leurs nuances courent après Le Pen et sa démagogie en se plaçant sur son terrain. Comme si la principale insécurité pour les travailleurs aujourd'hui n'était pas celle de l'emploi, comme si l'appauvrissement de toute la classe ouvrière de ces dernières années n'était pas le produit du chômage et de la politique du patronat et des différents gouvernements, droite ou gauche, qui se sont succédés.

Ne tombons pas dans leur panneau, celui des prochaines élections. Notre sort dépendra de nos luttes et sûrement pas de l'alternance gauche droite, en admettant même qu'elle ait lieu en 2007.

Éditorial des bulletins d'entreprise *L'Étincelle* publiés par la Fraction du 4 juin 2006

Convergences Révolutionnaires n° 45 (mai-juin 2006)

Bimestriel publié par la Fraction

Numéro spécial sur le mouvement anti-CPE

Dossier : Trois mois sous la pression de la jeunesse : premier recul du gouvernement : le CPE enterré... restent le CNE et la précarité.

Articles : En Belgique aussi : la précarité... et des patrons aidés – USA : des millions de travailleurs immigrés dans la rue – Israël : le triomphe du nationalisme et du racisme anti-arabe ? – Brésil : une tribune du PSTU.

Pour se procurer ce numéro, 1,5 euro, ou s'abonner (1 an : 9 euros ; de soutien : 15 euros) écrire à :

LO, pour la Fraction, BP 233-75865 Paris Cedex 18
ou Les Amis de Convergences, BP 128-75921 Paris Cedex 19
Sur le Net : <http://www.convergencesrevolutionnaires.org>

Leur société

• Salaires des patrons

Les pauvres !

Antoine Zacharias, le président de Vinci, le leader mondial du BTP, vient d'être remercié, c'est le cas de le dire, par son conseil d'administration. Il était en conflit avec le n° 2 qui, pour se défendre, n'a pas hésité à révéler les appétits financiers de son patron.

Non content d'un salaire annuel de 7,56 millions d'euros, environ 7 000 smic annuels, Zacharias avait obtenu 12,9 millions d'euros en janvier 2005, quand il avait quitté son poste de PDG pour devenir président du conseil d'administration. Il demandait encore 8 millions d'euros pour l'avoir emporté dans la privatisation des Autoroutes du sud de la France (ASF), en faisant d'ailleurs remarquer que ces huit millions n'étaient qu'un pourboire par rapport aux milliards de profits que le rachat d'ASF rapporterait aux actionnaires de Vinci.

La guerre entre les deux dirigeants de Vinci a mis sur la place publique une partie des énormes gains des grands patrons et c'est sans doute cela qui a gêné les grands bourgeois, membres du conseil d'administration. Antoine Zacharias était certes gourmand mais en plus cela commençait à se voir un peu trop.

Mais, même viré, Zacharias aura fait fortune chez Vinci, car outre ses salaires

et ses primes, il aura bénéficié largement du système des stock-options, ces actions que s'octroient les dirigeants des entreprises à des tarifs préférentiels et qu'ils peuvent revendre avec une plus-value conséquente. Zacharias ne s'en est pas privé, ayant ainsi engrangé, d'après son n° 2, 250 millions d'euros. Et, cerise sur le gâteau, il part avec une retraite annuelle de cinq millions d'euros ! Tous ces avantages, Zacharias ne les avait pas décidés seul. Ils lui avaient été accordés par le conseil d'administration, c'est-à-dire par les plus gros actionnaires, à qui il avait permis d'engranger des fortunes, même s'ils ont fini par trouver qu'il devenait un peu trop gourmand.

Le limogeage d'Antoine Zacharias soulève un coin du voile qui camoufle les revenus des grands patrons. D'habitude, les actionnaires et dirigeants des groupes du CAC 40 gardent secrets leurs revenus réels, et s'ils en parlent c'est pour se plaindre d'être moins bien payés que leurs homologues anglais, allemands ou américains.

En tout cas, après ce genre de révélation, il faut être gonflé pour affirmer qu'augmenter le smic ruinerait l'économie.

Cédric DUVAL

Les banques roulent sur l'or

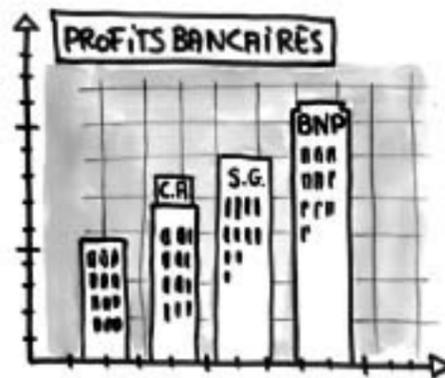
La Société Générale a amassé 1,47 milliard d'euros de bénéfices au premier trimestre 2006, en hausse de 20 %. Le Crédit Agricole, lui, annonce un résultat de 1,38 milliard d'euros, en hausse de 53 %. La BNP Paribas a dépassé la barre des deux milliards d'euros, alors qu'elle vient d'acheter la sixième banque italienne, la BNL, pour près de 9 milliards d'euros.

Tous ces profits se font sur la base d'une activité financière débordante : épargne, spéculation, dette de l'État, tout est occasion d'engranger des bénéfices bancaires. Le Crédit Agricole, par exemple, a vu ses bénéfices issus de la seule spéculation monter de 220 %.

Une bonne part de ces profits faramineux repose sur la folie du système spéculatif et, entre autres, sur la hausse du cours des actions en Bourse. Mais une autre partie repose sur les bénéfices réalisés sur la gestion des comptes des clients, pour lesquels les banques inventent sans cesse de nouveaux services, si l'on peut parler de services en l'occurrence. Ces derniers temps, elles se sont enrichies en particulier grâce au développement des assurances-vie, dont la fiscalité a été favorisée, au détriment des plans épargne-logement.

L'État cherche, dit-il, des moyens de boucher le trou de la Sécu ? Il suffirait de taxer les profits bancaires ne serait-ce qu'à 50 % et la Sécu en aurait immédiatement terminé avec son prétendu déficit.

Roger PÉRIER



• Villepin en Finlande

Ah, si la rue n'existait pas...

En déplacement d'une journée en Finlande, Villepin a vanté « l'exemple » donné par ce pays en matière de « consensus social ». Il a notamment fait l'éloge de la « démocratie sociale » finlandaise, reposant selon lui sur un « contact quasi permanent entre représentants politiques, économiques et syndicaux ». « Ici, a ajouté Villepin, ce n'est pas la rue qui bloque la société. »

Quelques semaines après sa tentative de passage en force pour imposer le CPE, Villepin aura tout de même du mal à convaincre l'opinion qu'il est devenu un adepte du dialogue. En revanche, une chose est sûre, il n'a toujours pas digéré d'avoir été mis en échec par l'ampleur des manifestations.

R. M.

Succès de la Fête de Lutte Ouvrière

La Fête de Lutte ouvrière 2006 a été un grand cru. Elle a retrouvé un large public que le hold-up de Raffarin sur le lundi de Pentecôte ainsi que le mauvais temps avaient quelque peu réduit en 2005. Sous le soleil, la joie et la fraternité ont rassemblé plus de 25 000 entrées sur trois journées bien remplies.

Fidèles à la tradition de Lutte Ouvrière, les débats ont animé la Fête en permanence : les débats politiques, bien sûr, sur différents thèmes comme entre camarades d'organisations dif-

férentes, notamment de Lutte Ouvrière et de la Ligue Communiste Révolutionnaire ; mais aussi de multiples débats et mini-débats à la Cité des Sciences, ou encore entre militants et sympathisants des entreprises, des rencontres avec des personnalités, etc.

Mais la Fête ne serait pas la Fête sans ses divertissements, ses spectacles et ses animations. Le Village médiéval et le Village dans les arbres ont fêté leur deuxième anniversaire, et une Grande Roue a fait son apparition Bref, on s'est

amusé, on s'est régalé (ça compte !), on a discuté, on a fait connaissance, on s'est instruit agréablement et on a vibré aux chants de révolte et de lutte, tout comme aux accents de dénonciation de notre camarade Arlette Laguiller.

Comme chaque année, ceux qui n'ont pas pu en être, comme ceux qui souhaitent prolonger ces journées, trouveront dans ces pages de larges extraits des interventions d'Arlette, accompagnés d'un bon nombre d'images-souvenir.

Allocutions d'Arlette Laguiller (extraits)

• Samedi 3 juin

« (...) Ceux qui nous gouvernent manipulent les statistiques et font dire aux chiffres que le chômage baisse.

Mensonge grossier démenti par la vie ; nous le constatons tous autour de nous. (...)

Villepin et Borloo, son ministre dit « de l'Emploi », se disputent la paternité de cette prétendue baisse du nombre de chômeurs dans des statistiques truquées. Mais ces stages de formation, ces contrats d'apprentissage, tout ce qu'ils appellent les « emplois aidés », n'aident que les patrons qui bénéficient de baisses de charges ou de fiscalité.

Malgré ces aides, le chômage ne baisse pas, pour la simple raison que les patrons empochent cet argent au détriment du budget de l'État ou de celui de la Sécurité sociale, l'ajoutent à leurs profits, tandis qu'ils n'embauchent que le minimum qui leur permet de faire tourner leurs entreprises en intensifiant le travail.

Mais, enfin, il y a au moins un de ces types de contrats dont le gouvernement ne se vante plus : le CPE. Il n'était qu'un des nombreux contrats précaires qui, tous, foulent aux pieds ce qui dans la législation du travail protège un peu les travailleurs. Mais, à la différence des autres, dont son frère jumeau, le CNE, le gouvernement a été obligé de reculer devant la mobilisation de la jeunesse étudiante. Eh bien, tant mieux, et bravo les jeunes !

Mais toutes les propositions qui ont été faites par la gauche, pendant le mouvement contre le CPE ou depuis, se placent sur ce même terrain des « emplois aidés », où l'État paye une grande partie de ce que devrait payer l'employeur.

Pour combattre le chômage, prendre sur les profits des entreprises

Le chômage est catastrophique depuis un quart de siècle au bas mot. Une génération. Et depuis, tous les dirigeants politiques, ceux de la droite comme ceux de la gauche, débordent d'imagination pour inventer sur le papier ou dans les discours de nouvelles formules dites antichômage, accompagnées surtout de nouvelles mesures incitatives, et pas du tout contraignantes, sauf pour les chômeurs !

Mais le patronat n'est pas plus sensible aux discours qu'à la misère croissante dans les quartiers populaires. Il n'est guidé que par une seule chose : par sa froide logique à lui, celle du profit maximum.

Toutes les mesures incitatives ne sont et ne peuvent être que tromperie ! Il n'y a pas d'autre façon de combattre le chômage que d'obliger le patronat à maintenir les emplois et à en créer de nouveaux en diminuant l'exploitation, et pour financer cela, il faut prendre sur les profits des entreprises.

Pas de raison que le produit des entreprises soit monopolisé par une minorité. Les travailleurs ont aussi des droits sur ce qu'ils ont produit, sur les milliards accumulés par Michelin, Peugeot, Renault ou Total. Ils sont en réalité les seuls qui devraient y avoir droit. Le profit est réalisé avec la sueur, avec la peau de ceux qui produisent, les actionnaires sont des parasites.

Il est scandaleux que pas le moindre centime de cette richesse ne soit consacré à sauver le travail, le salaire et la vie de ceux qui l'ont créée ! Il est scandaleux que des privilégiés encaissent tout, pendant que la société crève du chômage. Ce scandale permanent de cette société ne disparaîtra que sous

la contrainte, et sans attendre la bonne volonté de ceux qui en profitent.

Le montant total des profits des 40 plus grandes entreprises cotées en Bourse est de plus de 83 milliards d'euros. Cette somme, dont la part essentielle est distribuée aux actionnaires et le reste gaspillé dans les bagarres entre groupes industriels pour se racheter les uns les autres, permettrait de verser un salaire de 1 500 euros, augmenté des charges patronales, à trois millions cent mille personnes. Les 1 500 euros mensuels équivalent au smic actuel augmenté de 300 euros, sans attendre cinq ans.

Et qu'on ne nous dise pas qu'il ne suffit pas de disposer de quoi financer les salaires, encore faut-il créer des emplois ! Comme s'il ne manquait pas des centaines de milliers d'emplois non seulement utiles mais indispensables dans les services publics ! Combien de personnel manque-t-il dans les hôpitaux, dans les maisons de retraite, dans les crèches et garderies ? Combien d'agents manquent dans l'enseignement, à commencer par les écoles maternelles et primaires, pour assurer un enseignement valable à tous, en particulier aux enfants des classes populaires ? Combien d'emplois producteurs de valeurs pourrait-on créer pour construire les logements sociaux qui manquent ? Et combien d'emplois manquent dans les transports collectifs ?

Répartir le travail entre tous, sans diminution de salaire

Et puis, au-delà des services publics, des emplois pourraient et devraient être créés dans les entreprises elles-mêmes. Pour

Suite page 8



La Fête 2006



suite de la page 7

donner du travail à tous, il faut répartir le travail entre tous, sans diminution de salaire. On est aujourd'hui dans une situation irrationnelle, stupéfiante et humainement inacceptable. D'un côté, dans les entreprises, on augmente sans cesse les cadences de travail, on grignote les temps de pause, on use les travailleurs jusqu'aux limites morales et physiques, et pas seulement sur les chaînes de production mais même aux caisses de supermarchés ou sur les plates-formes téléphoniques, et d'un autre côté, des centaines, des millions de travailleurs sont privés d'emploi et ne peuvent être utiles à la société !

Plutôt que de jeter les aumônes de l'allocation chômage ou du RMI à ceux qui n'ont pas de travail pour les empêcher de crever de faim dans un des pays les plus riches du monde, il faut répartir le travail entre tous en assurant à chacun un salaire correct. Ce serait infiniment plus rationnel et plus humain, mais c'est la solution qu'aucun gouvernement n'envisagera jamais car tous sont des serviteurs, de loyaux gestionnaires de la bourgeoisie, et pour tous, le profit est sacré.

La droite et la gauche gouvernementales diffèrent un peu par leurs langages respectifs, par certains aspects de leur politique. Mais sur cette question, elles sont profondément, fondamentalement d'accord : il ne faut pas toucher aux profits, il ne faut pas toucher aux revenus de la grande bourgeoisie.

Les annonces de profits exceptionnels de la part des plus grandes entreprises de ce pays se succèdent sans discontinuer. Pourtant, aucun des dirigeants politiques, ni ceux qui assurent le gouvernement aujourd'hui ni les dirigeants du PS qui sont en train de rédiger leur programme électoral, n'ose affirmer qu'il faut une augmentation conséquente de l'impôt sur les bénéfices des entreprises qui est aujourd'hui au taux ridiculement bas de 33 %. Pourtant, cette proposition n'a rien de révolutionnaire. Cet impôt était de 50 % sous de Gaulle, sous Pompidou, sous Giscard, qui n'étaient pas des bolcheviks au couteau entre les dents.

Il n'y a de solution à aucun des problèmes fondamentaux du monde du travail, le chômage et les bas salaires, sans puiser dans les profits patronaux ! Tout le reste n'est que poudre aux yeux.

Le PS veut revenir au pouvoir sans aucun engagement sérieux vis-à-vis du monde du travail

Depuis plusieurs semaines qu'a éclaté l'affaire Clearstream,

le PS concentre ses attaques contre la droite sur cette sombre affaire. Oh oui, la puanteur qui se dégage de cette affaire est bien significative des mœurs de ceux qui nous gouvernent. Elle lève, aussi, un coin du voile sur les liens étroits entre les dirigeants politiques et les milieux d'affaires, entre les grands patrons et les ministres. Mais, pour ce qui est de l'affaire Clearstream elle-même, qu'est-ce que cela peut faire aux travailleurs que Villepin ait tenté une manipulation contre Sarkozy ou que Sarkozy ait réussi à retourner la manœuvre contre Villepin ? Ces gens-là, s'ils sont capables, dans leur rivalité pour le pouvoir, de tous les coups tordus les uns contre les autres, gouvernent cependant ensemble, en accord parfait sur toutes les mesures contre les classes populaires.

Et comment croire en l'indignation des dirigeants du PS qui réclament la démission de Villepin, quand ce n'est pas la démission de Chirac ? Mais, enfin, Chirac a été élu aussi avec les voix du PS et du PCF ! Fort de ses 82 % de votes au deuxième tour de la présidentielle de 2002, Chirac a eu la caution morale de quatre électeurs sur cinq pour porter aux travailleurs tous les mauvais coups qu'il voulait. Il a pu s'entourer des ministres qu'il voulait, constituer des gouvernements parmi les plus réactionnaires que le pays a connus, laisser Sarkozy jouer les terreurs de banlieue avec un vocabulaire volé à Le Pen. Pourquoi se gêner, puisqu'il avait l'investiture, non seulement de son camp, la droite, mais aussi du PS et du PC ?

Alors, lorsque, à l'approche des élections, les dirigeants du PS s'indignent des sales « affaires » de l'équipe au pouvoir, de Clearstream à l'amnistie de Guy Drut, il faut se souvenir qu'ils se sont alignés honteusement derrière un homme de droite déconsidéré, en mentant lorsqu'ils prétendaient que c'était le seul moyen d'éviter que Le Pen soit élu au second tour. Ils savaient tous que Le Pen n'avait aucune chance et que Chirac aurait été largement élu avec les seuls votes de la droite.

Leur mensonge visait à éviter toute explication, tout examen critique de leur propre politique, toute remise en cause de leurs responsabilités, durant les cinq ans du gouvernement Jospin. Car, si Jospin n'était pas présent au deuxième tour, c'est parce que le gouvernement de gauche avait déçu son propre camp, son propre électoral, au point que le PS perde deux millions et demi de voix, et le PC, un million et demi, soit quatre millions au total. (...)

Les dirigeants de la gauche ne veulent pas réexaminer les cinq ans de gouvernement Jospin et dire clairement quelles mesures

auraient dû être prises et les mesures qu'au contraire il n'aurait pas fallu prendre (...).

Le PS veut revenir au pouvoir, flanqué des Verts et du PC et de tous ceux qui sont prêts à cautionner sa politique, mais sans aucun engagement sérieux vis-à-vis du monde du travail ! Sans engagement de toucher aux profits patronaux pour atténuer un tant soit peu les difficultés du monde du travail.

Ils peuvent promettre de porter le smic à 1 500 euros en cinq ans mais c'est à peine au-dessus de l'augmentation moyenne de ces dernières années.

Ségolène Royal a laissé le vernis craquer et a montré que, derrière le sourire, n'apparaît que le langage de Sarkozy. En cela, elle est digne des grands ancêtres de la SFIO. (...)

Ségolène Royal compte aujourd'hui sur l'armée, pour encadrer les jeunes des banlieues et leur apprendre à vivre, de la manière dont les bourgeois voudraient les voir : obéissant, marchant au pas et, au besoin, réprimant en brûlant et en tuant, mais sur ordre et qui on leur dit.

Mais la politique de la droite au pouvoir est tellement opposée aux intérêts des classes populaires d'un côté, et de l'autre elle s'enfoncé tellement dans les affaires multiples au point de dégoûter une partie de son propre électoral, qu'on dirait que Chirac, Villepin, Sarkozy et consorts font la campagne du PS, à moins que ce ne soit celle de Le Pen.

Aussi, il se peut qu'aux prochaines élections de 2007, présidentielle et législatives, la gauche l'emporte.

Dans les campagnes électorales de 2007, nous défendrons une politique correspondant aux exigences vitales du monde du travail

Mais c'est justement pour cela qu'il faut que soit défendue, dans cette campagne, une politique correspondant aux intérêts politiques et sociaux du monde du travail, à ses exigences vitales. Nous dénonçons la politique du gouvernement actuel mais sans équivoque, pas comme le font les socialistes. En effet, nous ne voulons pas propager la moindre illusion vis-à-vis de la gauche gouvernementale, que ce soit la gauche qui a dit « oui » au référendum sur la Constitution européenne ou que ce soit la gauche du « non » car les dirigeants de ces deux gauches ont gouverné ensemble sous Jospin et ne demandent qu'à gouverner encore ensemble si la droite perd les élections de 2007.

Nous insisterons sur le fait que la gestion capitaliste des entreprises, menée dans le secret des conseils d'administration en fonction de la seule rentabilité

La Fête 2006



financière, est non seulement catastrophique pour les travailleurs mais aussi pour toutes les autres couches populaires, et même pour toute la société. Même l'écologie est une diversion si l'on ne s'en prend pas à la gestion des grandes entreprises car de la pollution, ce sont elles qui décident.

Et, en conséquence, nous continuerons à défendre l'idée qu'il est vital pour toute la société que les salariés, les consommateurs et la population aient accès au jour le jour à toute la comptabilité des grandes entreprises et qu'il faut pouvoir rendre publics à l'avance les projets en cours, comme à long terme, de toutes les grandes entreprises. Les profits accumulés dans les entreprises, comme le fonctionnement de ces dernières, doivent être sous le contrôle de toute la société, et pas seulement des conseils d'administration qui représentent une infime minorité.

Et, bien sûr, nous continuerons à populariser le « plan d'urgence » que nous n'avons jamais cessé de défendre :

- interdire les licenciements dans les entreprises qui font des profits et imposer le maintien des emplois en défalquant des profits les sommes nécessaires ;
- imposer une augmentation

de 300 euros de tous les salaires ;

- mettre fin aux contrats précaires ;
- rétablir l'impôt sur les bénéfices des sociétés à 50 % au moins et augmenter de façon conséquente l'imposition sur les hauts revenus ;

- arrêter toute subvention, toute aide, au patronat sous quelque prétexte que ce soit, et consacrer l'argent ainsi économisé à embaucher du personnel dans les hôpitaux, dans l'enseignement, dans un grand service public de construction de logements sociaux.

Bien entendu, nous ne dirons pas « votez pour nous pour que tout cela se fasse ». Et pas seulement parce que nous sommes conscients que seule une minorité votera pour ces objectifs.

Ce que nous dirons, c'est que ces objectifs sont vitaux pour que le monde du travail ne paye pas les dégâts de cette économie capitaliste poussive. Ces objectifs ne se réaliseront pas par la magie des résultats électoraux ou par des changements de majorité, mais par la lutte collective du monde du travail. (...)»





• Dimanche 4 juin

« La droite au pouvoir, les Chirac, Villepin et Sarkozy sont d'autant plus ouvertement antiouvriers que leur électorat se recrute parmi les privilégiés grands et petits de cette société. Et, pour tous ceux qui vivent de l'exploitation, la musique que leur joue la droite au pouvoir est celle qu'ils aiment entendre. (...) »

Oui, la droite au pouvoir peut s'attaquer d'autant plus ouvertement aux travailleurs que les aspects antiouvriers de sa politique sont largement approuvés par son électorat, comme est largement partagé son langage réactionnaire.

C'est pour plaire à cet électorat, y compris à sa frange d'extrême droite qui lorgne vers Le Pen, que Sarkozy s'en prend aux travailleurs immigrés. Les grandes entreprises de production ne peuvent pas se passer des travailleurs immigrés. Sarkozy comme Le Pen le savent bien. Mais l'un comme l'autre essaient de faire de l'immigration un paravent pour cacher les vrais problèmes. Mais ce n'est pas l'immigration qui crée le chômage, ce qui le crée, c'est l'avidité du grand patronat !

L'électorat de droite applaudit aussi ce que le gouvernement appelle ses « réformes ». Mais ses réformes, ce sont toujours des mesures antiouvrières !

La « réforme des retraites » ? C'est l'amputation des pensions.

La « réforme de l'assurance-maladie » ? C'est la diminution des remboursements et des droits.

La « réforme du Code du travail » ? C'est enlever de la législation du travail le peu qui protège les travailleurs.

La « réforme du système hospitalier » et celle de l'Éducation nationale, c'est restreindre les moyens de l'un comme de

l'autre.

Mais, à côté des aspects de la politique gouvernementale dont la présentation relève de la démagogie, il y a le fond. Ce fond est d'aider le grand patronat à faire face aux difficultés de sa propre économie et à augmenter ses profits au détriment de la classe ouvrière et, plus généralement, des classes populaires. (...)

Ne pas attendre des élections ce qu'elles ne peuvent pas donner

Bien sûr, devant les attaques répétées du gouvernement actuel, nombre de travailleurs se disent qu'avec la gauche, cela ne peut pas être pire. Mais même si les attaques contre les classes populaires ne s'aggravent pas, rien qu'en se prolongeant, ce sera de pire en pire. La seule façon d'arrêter la dégradation des conditions d'existence du monde du travail, c'est de s'en prendre au grand patronat, à la richesse de la bourgeoisie. C'est de répartir autrement la richesse qui est produite. Mais la gauche au gouvernement ne

le fera pas plus que la droite ! (...)

Alors, il ne faut pas attendre de ces élections ce qu'elles ne peuvent pas donner.

Le PS, on l'a vu au pouvoir au cours du quart de siècle écoulé, à peu près aussi longtemps que la droite, sans que son passage ait marqué un recul dans l'aggravation des conditions des travailleurs.

Le PC, aujourd'hui dans l'opposition, se permet un langage plus radical. Il reprend à son compte certaines exigences venant des classes populaires. Mais le PC ne propose pas d'autres perspectives politiques que de participer au gouvernement. Et l'éventuel gouvernement socialiste de 2007, quel qu'en soit le dirigeant, sera un gouvernement qui ne s'attaquera pas aux monopoles, aux énormes profits. Alors, l'agitation actuelle du PC et les discours de ses dirigeants sont bons pour la campagne électorale. Mais, une fois au gouvernement, c'est le PS qui décidera. (...)

Le PC justifie sa participation au gouvernement en prétendant

que ses ministres peuvent peser sur la politique du gouvernement. Et pendant sa campagne électorale, il demande à l'électorat de gauche de lui accorder le plus de voix possible, en affirmant que plus son assise électorale sera large, plus ses ministres auront de poids. Mais c'est en tenant ce langage-là, en prétendant devant l'électorat populaire que le seul débouché politique possible était un gouvernement socialiste avec la participation des ministres communistes, que le PC a usé son crédit et perdu, d'élection en élection, une part supplémentaire de son électorat.

Car jamais, au gouvernement, le PC n'a été en situation de peser sur la politique menée. Il n'a fait que cautionner devant les travailleurs cette politique, y compris dans ses aspects les plus antiouvriers.

À l'approche de l'année électorale 2007, le PC est préoccupé, plus encore que par la présidentielle, par les législatives qui seront organisées dans la foulée. Ou, plus exactement, la position du PC pour l'élection présidentielle est subordonnée à ce marchandage avec le PS pour les législatives. De recul en recul, le PC se retrouve en effet dans une situation telle que sa seule chance d'avoir quelques députés, et à plus forte raison un groupe parlementaire, dépend d'une entente avec le PS. Même son langage plus revendicatif, sa politique moins sectaire envers l'extrême gauche, voire ses œillades dans cette direction, ses discours unitaires vis-à-vis des formations sur la gauche du PS, sont en réalité subordonnés à cet objectif. Tout cela ne durera que le temps que le PC puisse passer à ce qu'il considère comme la seule chose sérieuse, c'est-à-dire pouvoir négocier avec le PS.

Mais dans le marchandage avec le PS, il ne dédaigne pas de pouvoir prétendre parler non seulement en son propre nom, mais aussi plus largement au nom d'associations diverses et multiples et de formations situées sur sa gauche. D'où la

partie de poker menteur qui se déroule actuellement à la gauche de la gauche au sujet de l'éventualité d'une candidature unitaire à l'élection présidentielle de 2007.

Eh bien, pour notre part, nous ne participons pas à ce jeu-là et nous n'avons pas l'intention d'y participer. D'abord parce que nous ne pensons pas que le regroupement par exemple de ceux qui, à gauche, ont fait voter « non » au référendum sur la Constitution européenne soit possible, et encore moins que cela puisse ouvrir une perspective politique pour les travailleurs.

Nous avons bien sûr appelé à voter « non » à ce référendum, mais sans avoir jamais dit que ceux qui en ont fait autant sont devenus des amis des travailleurs. Le « non » de gauche a regroupé, certes, l'extrême gauche et le PC, mais aussi l'ancien Premier ministre socialiste Fabius et quelques ministres de Jospin qui n'ont jamais fait autre chose, qui n'ont jamais aspiré à autre chose qu'à gouverner au service de la bourgeoisie.

Et même Marie-George Buffet, dirigeante de la formation qui s'offre en ce moment comme le pivot éventuel d'un rassemblement à la gauche de la gauche, a été ministre pendant les cinq ans du gouvernement Jospin sans avoir jamais élevé la voix contre la politique de celui-ci.

Même si un tel regroupement à la gauche de la gauche avec une candidature unique à la présidentielle se faisait, il se rallierait au deuxième tour au candidat socialiste, et il n'aurait servi que de ramasse-voix pour celui-ci. Nous n'avons nullement l'intention de cautionner une telle opération.

De toute façon, que tous ceux qui sont ou prétendent être sur la gauche du PS soient unis ou séparés, ils n'ont évidemment aucune chance, tout comme moi, d'être élus. Alors, autant que chacun défende ses positions, le plus clairement possible, sans noyer ses idées dans une bouillie pour chat où, à force de ne vouloir vexer personne, on ne dit plus rien ! Que chacun exprime ses positions, et ce sera aux électeurs de choisir !

(...) Nous combattons tous ceux qui prétendent que les élections peuvent remplacer les luttes ouvrières parce que c'est un mensonge, parce que c'est tromper les travailleurs. Mais nous disons que, plus nombreux seront ceux qui diront, avec nous, quels sont les objectifs qu'il est indispensable d'imposer à la bourgeoisie pour arrêter la dégradation du sort des travailleurs, plus cela préparera sur le terrain politique les luttes de demain ! »



• Lundi 5 juin

Sous le signe de l'internationalisme prolétarien

« (...) Nous avons aussi toujours placé notre fête sous le signe de l'internationalisme. Notre internationalisme n'a pas pour base la seule solidarité mais la conviction profonde que l'organisation sociale future pour laquelle nous militons, la société communiste, ne peut être réalisée qu'à l'échelle internationale.

L'économie est mondialisée depuis bien longtemps, et ceux qui prétendent combattre les dégâts du capitalisme au nom de la lutte contre la mondialisation se trompent de combat, même lorsque leurs motivations sont sincères. Le vrai combat doit être pour une société définitivement débarrassée du marché, du profit, de la propriété privée, de l'exploitation et de l'oppression, des crises économiques et des guerres. Une telle société ne pourra être que mondialisée.

Oui, les liens économiques d'aujourd'hui se tissent à l'échelle mondiale. Ce dont souffre aujourd'hui la société, ce n'est pas de la mondialisation, mais de la dictature d'un nombre restreint de groupes industriels et financiers, en concurrence les uns avec les autres. Ce dont elle souffre, c'est que toute l'activité économique, toutes les immenses possibilités scientifiques, technologiques et productives de la société soient subordonnées à la recherche du profit par une petite minorité qui contrôle les richesses du monde et les moyens de les produire.

La mondialisation, elle, c'est la marche vers l'avenir mais qui ne pourra permettre une nouvelle période d'épanouissement de la société qu'à la condition qu'au lieu de subir les lois aveugles du marché, l'humanité puisse enfin maîtriser consciemment sa propre activité productive pour assurer à chacun selon ses besoins.

Parmi les nombreuses manifestations du cours réactionnaire des choses aujourd'hui, il y a le repliement communautaire à l'intérieur de sociétés ou le repliement sur les États nationaux de plus en plus fragmentés. (...)

Face au repliement communautaire, nous continuons à défendre l'idée que les travailleurs de toutes origines doivent s'unir sur la base de leurs intérêts de classe pour s'opposer plus efficacement au patronat. Et face au repliement nationaliste, tout en défendant le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, nous continuons à défendre cette idée qui est la conclusion du *Manifeste com-*

muniste de Marx : « *Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !* ».

L'ordre impérialiste mondial, ce sont des guerres en permanence

Le capitalisme, c'est l'exploitation des travailleurs, oui, mais c'est aussi l'impérialisme, la domination de la bourgeoisie d'un nombre restreint de pays développés sur le restant de la planète. Le capitalisme, c'est le creusement des inégalités à l'intérieur de la société de chaque pays, entre une petite minorité de possédants et la majorité travailleuse de la population, oui. Mais c'est aussi le creusement des inégalités entre pays par le pillage des pays pauvres par la bourgeoisie des pays riches. Et ce sont aussi les guerres pour protéger l'ordre impérialiste mondial.

On prétend que les soixante dernières années, qui nous éloignent de la Deuxième Guerre mondiale, constituent une longue période de paix. Mais les guerres n'ont jamais cessé sur la planète !

Que signifie le mot « paix » pour la population d'Irak ou celle d'Afghanistan ? Et il faut rappeler que si, en Irak, l'impérialisme français a refusé de participer à l'aventure militaire initiée par l'impérialisme américain, il n'en va pas de même en Afghanistan où des militaires français participent à une guerre dont on dit qu'elle est menée contre les fanatiques réactionnaires talibans mais dont la victime est en réalité la population afghane.

Et notre impérialisme participe au concert des nations impérialistes qui menacent l'Iran parce que les dirigeants de celui-ci revendiquent des droits dont les nations impérialistes veulent conserver le quasi-monopole, comme la maîtrise de la filière nucléaire.

Les mêmes puissances qui menacent l'Iran pour justifier leurs pressions brandissent devant les peuples le danger nucléaire. Les dirigeants de l'Iran exercent une dictature réactionnaire sur leur peuple mais, que l'on sache, la seule puissance assez irresponsable devant l'avenir de l'humanité pour s'être servie de l'arme nucléaire, ce sont les États-Unis ! Et la quasi-totalité des essais nucléaires sont le fait de trois puissances impérialistes, dont la France.

Et que signifie le mot « paix » pour le peuple palestinien à qui on dénie depuis toujours le droit à l'existence nationale ? Depuis bien des années, les territoires palestiniens, de la Cisjordanie à Gaza, sont trans-



formés en une multitude de territoires, divisés géographiquement et transformés en autant de camps de concentration. Mais aujourd'hui, cela se matérialise clairement par la construction d'un mur, enfermant la population palestinienne et la laissant au chômage et dans la misère.

Depuis que le Hamas est arrivé au pouvoir, l'État d'Israël soutenu par les grandes puissances resserre encore l'étau autour du peuple palestinien, en refusant à l'Autorité palestinienne même le peu de rentrées financières lui permettant d'avoir un minimum d'existence. Eux qui prétendent défendre la démocratie ont décidé d'affamer toute la population palestinienne pour la punir d'avoir voté pour le Hamas. (...)

Mais le pire, c'est que c'est surtout pour le peuple palestinien que l'arrivée au pouvoir de cette organisation réactionnaire qu'est le Hamas représente un drame immense. C'est l'aboutissement ultime de toute une politique dans laquelle ses propres dirigeants ont enfermé un peuple qui montre tant de courage, tant de combativité, et depuis tant d'années, contre l'oppression qu'il subit. Les classes populaires de Palestine qui portent ce combat avaient au début de leur révolte d'immenses possibilités de se faire entendre des opprimés de la région, de se faire entendre de ceux du Liban, d'Égypte, de Syrie, de Jordanie, et au-delà, de tout ce Moyen-Orient où il n'y a pas que l'État d'Israël qui représente l'ordre impérialiste, mais aussi la monarchie d'un autre âge d'Arabie saoudite, les dictatures de Syrie ou d'Égypte ou les émirats d'opérette du Golfe. Le peuple palestinien avait la possibilité, la capacité, d'être le moteur d'une révolte générale des classes exploitées du Moyen-Orient, ayant la force d'imposer des changements réels sur le terrain des droits démocratiques, des droits des femmes, mais aussi sur le terrain social. Mais les dirigeants nationalistes de l'époque,

même ceux qui se revendiquaient du progressisme ou du socialisme, n'ont pas voulu de cela. Ils ont limité leur combat au seul cadre palestinien empêchant ainsi que la révolte des opprimés palestiniens soit contagieuse, qu'elle puisse déboucher sur des bouleversements dans toute la région, comme elle avait commencé à le faire au Liban. (...)

Du face à face entre un État d'Israël enfermé dans la politique sioniste et une Palestine soumise aux intégristes du Hamas, il ne peut résulter que des souffrances pour le peuple palestinien surtout, mais aussi pour le peuple israélien. Car, on ne le répètera jamais assez : un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre.

En Irak, en Afghanistan ou en Palestine, c'est l'impérialisme américain qui joue un rôle majeur dans la guerre contre les peuples. Mais ce qui vient de se passer au Tchad cette année, comme ce qui s'est passé en Côte-d'Ivoire l'année précédente, nous rappelle qu'à son échelle notre impérialisme, l'impérialisme français, continue à jouer le même rôle en Afrique. Il continue à s'imposer dans son ancien empire colonial, à soutenir des dictatures infâmes et à les armer contre leurs propres peuples. Parce que, pour pauvre que soit sa population, les grands grou-

pes capitalistes, les Bolloré, Bouygues et bien des banques, trouvent encore le moyen de continuer à piller l'Afrique et à exploiter ses habitants.

Ceux qui essaient de fuir la misère vers l'Europe où ils ont l'illusion qu'ils trouveront du travail trouvent sur leur chemin des barbelés dont l'Europe s'entoure de plus en plus. Et ceux qui parviennent à les franchir trouvent de l'autre côté Sarkozy et ses semblables des autres États d'Europe.

Il ne faut pas accepter cela. Le chômage, la dégradation du sort des travailleurs, n'ont rien à voir avec l'immigration. Seule la classe capitaliste et son avidité en sont responsables.

Alors, notre combat, c'est contre tout cela. Et tout cela, les guerres, l'oppression, la montée d'idées réactionnaires, sans oublier l'empoisonnement progressif de la planète par la pollution, est l'expression d'une organisation économique et sociale non seulement incapable de faire progresser l'humanité, mais dont le seul maintien est sans cesse responsable de nouveaux dégâts.

Une organisation économique où les progrès scientifiques et techniques eux-mêmes creusent les inégalités, au lieu de les résorber, est condamnée tôt ou tard à disparaître. (...)



• Fonction publique

Les suppressions de postes doivent cesser !

Jeudi 1^{er} juin à Chartres, le Premier ministre Villepin a annoncé un super plan d'austérité pour 2007, qui aurait pour conséquence de bloquer les différents budgets de l'État au niveau où ils sont actuellement. Il a prétendu qu'il n'avait pas en tête « l'idée de tailler » dans les effectifs des fonctionnaires, mais le même jour, dans un entretien avec *Le Parisien*, Jean Arthuis, le président UDF de la commission des Finances du Sénat, dévoilait le pot aux roses : « La France n'a pas les moyens de baisser ses impôts », et il proposait des licenciements, « négociés » bien sûr, de fonctionnaires.

En effet, en accordant un « bouclier fiscal » qui va encore alléger l'imposition des classes privilégiées, l'État se retrouve avec un manque à gagner de quelque 5 milliards d'euros, auquel s'ajoute un milliard d'euros de baisse de la taxe professionnelle, énième cadeau fait au patronat.

Arthuis, lui, rêve d'appliquer une formule qui, au Canada, a permis de supprimer 90 000 postes de fonctionnaires, à qui il a été proposé un pécule de départ d'un an de salaire, afin de retrouver ou de créer un emploi dans le privé. Le sénateur ne dit pas si les fonctionnaires canadiens ont effectivement retrouvé du travail, en revanche, il considère que l'opération a été une bonne affaire pour l'État qui en a amorti le coût en moins d'un an et demi. On a aussi pu entendre ces jours-ci le chef de file de l'UDF, François Bayrou, proposer de donner la possibilité aux fonctionnaires de quitter leur emploi pour se lancer dans le privé, avec éventuellement la possibilité de réintégrer la fonction publique en cas d'échec. Le calcul reste le même : supprimer des postes de fonctionnaires.

Arthuis, lui, propose de supprimer les postes des trois mille enseignants payés par l'Éducation nationale alors que celle-ci ne leur pas trouvé d'affectation, une « situation scandaleuse », selon lui. Car, pour cet ancien ministre, le scandale n'est pas que des classes soient surchargées alors que, chaque année, des milliers de postes d'enseignants



sont passés à la trappe par le gouvernement.

On retrouve cette situation dans tous les services publics, dans la santé comme dans les transports publics ou encore à La Poste. Les services en question fonctionnent d'autant plus mal que les effectifs ont été rognés au fil des ans pour que l'État puisse réserver l'argent aux aides et subventions qu'il a multipliées en direction du patronat et des classes riches.

Contrairement à ce qu'on raconte à la population, de l'argent, il y en a dans ce pays, et même énormément, les résultats des grandes entreprises en sont une illustration scandaleuse. Mais cet argent, qui va dans la poche des actionnaires, est perdu pour la collectivité. Remettre l'économie sur ses pieds impliquerait pour commencer de prendre sur cet argent afin de créer les postes nécessaires au bon fonctionnement des différents services publics. Ce serait bien plus utile que d'engraisser une minorité d'actionnaires et cela apporterait une amélioration immédiate de la vie quotidienne du plus grand nombre.

Jacques FONTENOY

Des économies sur le dos des usagers

Le déficit annoncé du budget atteindrait 43,5 milliards d'euros. Pour remédier à cette situation, le gouvernement Villepin comme celui de son prédécesseur Raffarin n'entend pas revenir sur les multiples subventions, les exonérations de charges sociales et fiscales destinées à aider les entreprises, qui grèvent lourdement le budget de l'État.

Alors, que faire, sinon réduire les autres postes de dépenses de l'État et en premier lieu celui des personnels nécessaires à son fonctionnement et à celui des services publics ?

Dès 2003, le gouvernement Raffarin avait annoncé qu'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite ne serait pas remplacé.

Immédiatement, les ministères de la Justice, qui gère les prisons, et de l'Intérieur, responsable des forces de police, avaient plaidé pour être dispensés d'une réduction d'effectifs qui pourrait,



disaient-ils, être dangereuse pour l'ordre public et ils ont convaincu sans effort. Finalement, ce sont 1 090 emplois de fonctionnaires qui ont été supprimés en 2003, 4 537 en 2004, 7 392 en 2005 et 5 318 le seront d'ici à la fin de cette année. Il convient d'ajouter à ces chiffres les emplois-jeunes supprimés en 2003 et les chiffres fluctuants des contractuels à durée déterminée.

Entre 2005 et 2012, la moitié des fonctionnaires de l'État, au bas mot 800 000 personnes, vont partir à la retraite, entre 65 000 et 85 000 par année.

« Cela se fera tout simplement », rassure le ministre de l'Économie Thierry Breton, « et sans douleur », ajoute-t-il. Sans douleur ? Pour lui sans doute. Mais la fermeture d'un bureau de poste, d'un guichet sur trois ou quatre dans ceux qui resteront ouverts, les files d'attente qui s'allongent, un passage du facteur de plus en plus aléatoire ou la fermeture d'une classe dans une école et des cours de collège abandonnés sans surveillance, ça n'est pas indolore pour la population.

Alain VALLER

• Les joies du marché

48 % d'augmentation du prix de l'électricité

Une enquête officielle indique que le prix du courant électrique a fortement augmenté l'an passé en Europe, le record appartenant à la France avec une hausse moyenne de 48 %.

Il s'agit des prix pratiqués sur le « marché libre », celui sur lequel peuvent se fournir les très grosses entreprises depuis 2000 et toutes les entreprises depuis le premier janvier 2004, et qui, pour l'instant, ne concerne pas directement les particuliers.

En France ce « marché libre » est fort de trois à quatre millions de clients potentiels, représentant 70 % de la consommation de courant. Pour l'instant seuls 500 000 d'entre eux ont choisi de se fournir sur le marché et donc de renoncer définitivement aux prix « de monopole » pratiqués par EDF. On suppose que ces patrons, petits et grands, ont fait leur choix en espérant faire des économies. Mais ils ont eu tort de croire à leurs propres mensonges sur les vertus de la concurrence... Les prix de l'électricité sur le marché privé, en France, ont augmenté de 76 % depuis sa création en 2000. Par exemple, en 2004, la facture de la SNCF est passée de

354 à 467 millions d'euros. L'ironie de l'histoire est que le fournisseur de la SNCF était resté le même, EDF, mais qu'il opérait désormais sur le marché libre.

Les entreprises ne se privent pas de répercuter l'augmentation du prix de l'énergie sur leurs prix de vente, c'est-à-dire, en définitive, sur les consommateurs. De plus, à partir du premier juillet de cette année les particuliers pourront « accéder

au marché ». Il y a évidemment peu de chances pour que les familles ouvrières se montrent aussi gogos que les patrons et se précipitent pour se fournir en courant chez le premier trafiquant venu. Seulement, au bout d'un moment, il n'y aura plus d'un côté le tarif EDF et de l'autre les tarifs privés, mais ce sera la loi du marché pour tout le monde, c'est-à-dire la hausse des prix pour tout le monde.

Paul GALOIS

La fée électricité et les rois du profit

En ouvrant la fourniture de courant électrique à la concurrence, l'État a créé un organisme pour surveiller ce marché : la Commission de Régulation de l'Énergie. Manifestement, les gouvernants n'ont pas entièrement confiance dans l'honnêteté des capitalistes. Ils sont sans doute avertis par les privatisations, qui se sont soldées par une suite de scandales financiers, dont celui du courtier en énergie Enron est le plus connu, et des panes électriques catastrophiques atteignant toute une région, quand ce n'est pas tout un pays.

Donc l'État livre la distribution électrique aux capitaux privés pour qu'ils prospèrent, mais crée une institution pour que cela ne tourne pas à la foire d'empoigne. On pourrait au moins s'attendre à ce que la Commission soit financée par les bénéfices des entreprises concernées. Mais ce serait encore trop pour elles. Elle sera financée par une taxe supplémentaire acquittée par les consommateurs.

Il n'y a pas de petit bénéfice.

P. G.

• France Télécom

On passe à l'Orange

Le 1^{er} juin, à grand renfort de publicité, France Télécom a lancé « Orange » comme marque commerciale unique. Elle fait tout pour rassurer le public : rien ne change, hormis les noms dit-elle. Pour l'internet, la marque Wanadoo va disparaître, ainsi que Maligne TV (la transmission d'émissions TV par la ligne téléphonique). Les boutiques aussi porteront le nom d'Orange.

En interne la campagne s'est traduite par des petits déjeuners offerts au personnel avec discours et remise d'un cadeau : une montre à l'insigne d'Orange. Des pressions ont été exercées dans certains services pour être sûr que le personnel sera bien présent à ces festivités. Il y avait pourtant de quoi ne pas être très enthousiaste vu ce que nous subissons quotidiennement. Faire la fête, avec ceux qui participent aux suppressions

d'emplois (16 000 en France et 2 000 en Angleterre pour les trois ans qui viennent, sans compter toutes celles qui ont déjà été réalisées en Pologne) et qui participent aussi aux incessantes réorganisations !

Pour le personnel l'adresse e-mail est modifiée. Elle devient « @orange.ft.com ». Les badges professionnels conservent le nom de France Télécom, il est écrit deux fois plus petit que celui d'Orange. Ce que la direction appelle pompeusement « rebranding » (changement de nom de marque) est une étape de plus dans sa prise de distance avec le service public. D'ailleurs le PDG explique que le nom de France Télécom était trop associé à cet aspect.

Pour imposer que France Télécom – pardon, Orange – continue d'offrir à tous les usagers les mêmes services, il faudra que les usagers se mobilisent. Les zones de faible densité démographique risquent de ne pas être toujours couvertes pour les télé-

phones mobiles. Et ces mêmes zones auront bien sûr encore moins internet.

Ce changement consacre l'opérateur comme groupe international. Il totalise 200 000 employés, dont 100 000 en France. Quel que soit le pays d'implantation, les clients qui voyagent pourront retrouver la même enseigne, avec un nom plus passe-partout.

Ce non-événement aura coûté cher. Le coût total de la campagne de publicité sera de 175 millions d'euros. Une démonstration que, lorsque l'entreprise le décide, elle sait mettre les moyens.

Il ne reste plus au personnel qu'à exiger qu'au lieu de nous offrir des montres, pas très esthétiques d'ailleurs, la direction embauche en nombre suffisant. Car de ce côté, il y a longtemps qu'on a dépassé l'orange et qu'on est dans le rouge bien mûr !

Correspondant LO

• SNCF Gare de Perrache – Lyon

Non aux cinquante suppressions de postes !

À la gare de Lyon-Perrache lundi 29 mai, 80 % des guichetiers ont fait grève toute la journée pour protester contre les suppressions d'emplois.

En effet, la direction de VFE (Voyage France Europe), la branche gérant les commerciaux de la SNCF, prévoit de supprimer 2 300 postes en 2006-2007 sur le plan national. À Perrache, cela va se traduire par la suppression de près de 10 emplois sur 30 de guichetiers et de 40 emplois au centre « Ligne Directe » de Lyon (réservation par téléphone 36-35).

L'objectif annoncé de la SNCF est d'orienter les usagers vers les bornes automatiques : il y aura même du personnel spécialisé pour orienter les voyageurs vers les bornes !

Pourtant, les guichets sont

indispensables : il suffit de voir les files d'attente en permanence, et plus spécialement les veilles de week-ends. Tout le monde n'a pas une carte bleue, on peut avoir besoin de renseignements, sans compter les opérations qui ne se font pas aux bornes automatiques.

Des grévistes ont distribué un tract aux usagers dès le matin pour expliquer la fermeture des guichets. Puis une assemblée générale s'est tenue, à 10 heures sur le parvis de la gare, qui a décidé d'envahir la direction régionale. Suite au refus du directeur de revenir sur les cinquante suppressions d'emplois, ils se sont de nouveau réunis à cinquante pour décider de la suite du mouvement. Il a été décidé de débrayer 55 minutes tous les vendredis soir à partir du 9 juin.

Bien sûr, la gare de Perrache n'est pas seule concernée par ces suppressions d'emplois. La gare de la Part-Dieu le sera en 2007.

Et dans la vallée du Gier (ligne Lyon - Saint-Étienne - Firminy, qui est aussi la ligne TER la plus fréquentée du pays), des emplois de guichetiers et de chefs de service sont menacés : certaines gares risquent de se retrouver sans aucun personnel SNCF et il faudra souvent s'adresser à des gares plus importantes. Depuis plusieurs mois, les cheminots de ces gares ont commencé à s'adresser aux usagers pour les informer, et ont rencontré un accueil favorable.

C'est la politique de la direction de la SNCF qui porte à la déshumanisation des gares, et les cheminots ont bien l'intention de s'y opposer.

Correspondant LO

• Vénissieux (Rhône)

Rétablissement du financement de la Maison médicale de garde

La MMG (Maison médicale de garde) de Vénissieux a rouvert le 1^{er} juin, après être restée fermée pendant un mois.

Les cinquante médecins de Vénissieux et Saint-Fons, qui assurent à tour de rôle les gardes le soir et les week-ends, avaient décidé de la fermeture pour protester contre la réduction du quart du financement (75 000 euros au lieu de 100 000) assuré par l'Urcam (Union régionale des caisses d'assurance maladie). Elle

fonctionne depuis novembre 2002 et a été la première des sept MMG du Rhône à ouvrir.

La réduction du budget ne permettait plus de financer en semaine le poste accueil-secrétariat, dont l'existence est importante pour la sécurité des malades et des médecins. En effet, en février, les médecins de Vénissieux avaient fait grève et manifesté pour protester contre les agressions dont plusieurs d'entre eux, et leurs patients, avaient été victimes à leur cabinet. Ils ne voulaient pas fonc-

tionner sans ce poste le soir, et ne voulaient pas non plus ouvrir la MMG uniquement le samedi et le dimanche.

Pour réduire son financement, l'Urcam invoquait une fréquentation insuffisante : 6,5 actes en moyenne les soirs de semaine pour un seuil qu'elle avait fixé à 8. Pour les médecins, c'est un faux argument car durant les week-ends et en période d'épidémie, le nombre est bien plus élevé : il y a 5 000 consultations par an. Et les MMG permettent de faire bais-

• Renault - Flins (Yvelines)

La grève des salariés du sous-traitant Renosol a payé

Une fois encore, les salariés d'un sous-traitant de Renault, sur le site de Flins, se sont récemment mis en grève. Cette fois, il s'agit des soixante employés de l'entreprise Renosol, chargée du tri et du conditionnement des déchets et cartons, ainsi que de la préparation de certains câblages, qui ont mené pendant plusieurs jours une grève presque totale, sur trois équipes. Renosol est elle-même filiale de la société Onyx, membre du groupe Veolia.

Leur patron avait concocté un nouvel accord d'entreprise dont de nombreux aspects révoltaient les travailleurs ; il s'était pourtant trouvé un syndicat pour signer cet accord sans consulter les intéressés ! L'accord leur imposait des samedis supplémentaires, obligatoires et non payés, les empêchant de prendre leurs récupérations et leurs congés s'ils n'étaient pas regroupés au minimum sur une semaine. Leur quart d'heure de douche était utilisé pour gérer les aléas de l'organisation du travail selon le bon vouloir du patron, de même pour les pauses.

Pour marquer leur refus, les travailleurs de Renosol ont laissé s'accumuler les cartons et les emballages pendant plusieurs jours. La direction de Renault a dû mobiliser jusqu'à vingt et un responsables pour tenter d'assurer la préparation des câblages, réalisée en équipe de nuit par les six ouvriers habituels, en grève à ce moment-là. Au centre de préparation des pièces de rechange, il a fallu en mobiliser une demi-douzaine

pour emballer les cartons qu'un travailleur gréviste avait laissés s'accumuler. À voir le résultat, on était loin d'ailleurs de la rentabilité que ces messieurs exigent habituellement de nous !

Tant et si bien qu'au bout de plusieurs jours de grève très majoritaire, le directeur de l'entreprise, poussé peut-être en cela par son client la direction de Renault, a reculé sur une grande partie de ce qui avait mis nos camarades en colère. Ils sont légitimement fiers de cette issue due à leur détermination.

Après les travailleurs de Johnson Control, l'équipementier qui livre des sièges, ceux de Visteon qui assemblent sur site des panneaux de porte, des boucliers et des tableaux de bord, ce sont donc les salariés de Renosol qui ont réagi. On peut y voir la conséquence méritée de la politique du plan Ghosn, le PDG de Renault, qui annonçait en février sa décision de gagner en trois ans 14 % sur les prix des fournisseurs et sous-traitants. Et comme ces entreprises, membres de groupes importants et rentables, n'ont aucunement l'intention de prendre sur les profits ni sur les dividendes versés aux actionnaires, c'est à leurs salariés qu'elles tentent de faire payer la note.

La réaction de ces derniers montre aux patrons de la sous-traitance, comme à Renault, qu'il y a une limite à leurs calculs.

Correspondant LO

• Le Parti Socialistes et l'Outre-mer

Que du bon pour les patrons

À l'occasion de la Convention outre-mer du Parti Socialiste qui s'est déroulée en Martinique, Hollande a indiqué quelques-uns des thèmes que son parti devrait développer lors de l'élection présidentielle de 2007.

Derrière quelques formules qui se veulent positives, du genre : « Notre démarche est nouvelle », « Droit à l'égalité réelle » mais qui n'engagent strictement à rien, Hollande n'a fait aucune proposition concrète qui répondrait aux attentes des travailleurs et des plus pauvres. Par contre, concernant les patrons, la hotte est pleine.

Le Parti Socialiste proposerait de mettre en place un dispositif de zone franche globale qui accompagnerait des mesures d'exonérations fiscales et sociales dont bénéficieraient

les employeurs. Il y aurait aussi des compensations accordées par l'État aux collectivités territoriales si celles-ci, au titre de l'aide à divers secteurs économiques, diminuent leurs taxes locales.

Et puis, dans les propos d'Hollande on trouve aussi des idées maintes fois ressasées, tel cet « accompagnement à la modernisation des secteurs en transition, comme les filières canne ou banane ». Rien de concret, rien de chiffré bien sûr, tout juste un flou volontaire qui ne parvient pas à tromper sur toutes ces politiques qui consistent à soutenir les capitalistes de ces secteurs, tout en abandonnant leurs travailleurs.

Il n'y a là aucune « démarche nouvelle » qui puisse répondre aux attentes des salariés, aucune mesure

qui puisse permettre aux chômeurs d'espérer trouver un travail rapidement, pas d'amélioration de salaire non plus. En fait, tout ce qu'envisage le Parti Socialiste, c'est de tout petits gestes qui se veulent symboliques mais qui sont inutiles et surtout qui ne coûtent rien aux plus riches. Ainsi, la nomination d'un originaire de l'outre-mer au gouvernement afin de « peser pour que l'outre-mer soit pleinement pris en compte dans chaque volet de l'action gouvernementale » ; comme s'il y avait là une quelconque garantie pour les travailleurs.

Le Parti Socialiste n'innove donc pas. Comme à son habitude, il propose des politiques qui peuvent aussi bien être mises en œuvre par la gauche que par la droite.

G.L.

• Industrie du luxe

« Plus c'est cher et plus ça se vend »

Dans une interview à *l'Express*, le patron du bijoutier Cartier a donné un aperçu de son catalogue. Le premier prix est celui des petites montres pour étudiants désargentés : 700 euros. Après on passe aux bijoux fabriqués en séries limitées, prix compris entre 20 000 et 200 000 euros, conçus pour l'honnête bourgeoisie de province. Puis viennent les pièces uniques, les parures vendues entre un et trois millions d'euros. Elles sont, paraît-il, écoulées le jour suivant leur mise en vente. « Une cliente s'était donné la nuit pour réfléchir. Le lendemain la pièce était vendue, elle était désespérée ». Terrible drame ! Il y a aussi des pièces plus chères, mais les prix ne sont communiqués qu'aux acheteurs potentiels. Enfin Cartier est fier d'annoncer sa dernière création : le parfum personnel, conçu et fabriqué à la demande « en fonction de la personnalité », à la formule gardée secrète, pour la modique somme de 60 000 euros.

Il y a une clientèle pour tout cela, grâce à quoi les industries du luxe sont parmi les plus ren-

tables. Le cours des actions des trois plus grands groupes de luxe LVMH (Bernard Arnault, propriétaire), Richemont (qui possède Cartier) et PPR (le groupe de François Pinault) ont augmenté respectivement de 33, 50 et 25 % l'an passé.

Le milliardaire américain Forbes, qui publie le classement des fortunes mondiales, a une explication toute simple : « 2005 a été une année extraordinaire pour les milliardaires ». Explication confirmée par le patron de Cartier : « On ne s'imaginerait pas le cash qu'il y a dans le monde ». C'est ce c

ash qui est dépensé de façon ostentatoire. LVMH a sorti un cabas à commissions en cuir d'alligator tressé à 22 000 euros. PPR a répliqué par un cabas en crocodile tressé... à 55 000 euros. C'est plus cher, donc c'est mieux !

Tout cela serait simplement dérisoire et puéril si les sacs et les bijoux achetés n'étaient pas synonymes à l'autre bout de licenciements, d'accidents du travail, de contrats précaires et de bas salaires.

Paul GALOIS

Le gouvernement combat les chômeurs

Le 13 juin, le personnel de l'ANPE est appelé à faire grève, notamment pour dénoncer l'instauration du « suivi mensuel personnalisé » des chômeurs. Outre la surcharge de travail qu'il occasionnera pour les salariés, « ce suivi attribue de nouveaux pouvoirs de sanction aux Assedic et, surtout, culpabilise les chômeurs, comme s'ils étaient responsables de leur situation », dénoncent les syndicats. « En l'absence d'une politique de création massive de véritables emplois, contrairement les demandeurs d'emplois à rencontrer leur conseiller systématiquement tous les mois est une aberration. Ne s'agit-il pas en réalité de décourager le plus grand nombre possible de demandeurs d'emploi de rester inscrits à l'ANPE ? »

Effectivement, sous le faux

prétexte d'aider les chômeurs, cette mesure fait pression sur eux pour qu'ils acceptent n'importe quel travail, même précaire. Elle permet aussi de rayer des statistiques du chômage ceux qui manqueront une

convocation et perdront ainsi leur indemnisation.

Le gouvernement dit combattre le chômage. C'est aux chômeurs qu'il s'en prend.

M.L.

• Procès de La Rochelle

Une justice de classe

Le jeudi 1^{er} juin, le tribunal correctionnel de La Rochelle a rendu son jugement concernant le procès de quatre manifestants du mouvement des retraites de juin 2003, poursuivis pour l'incendie du bâtiment du Medef de La Rochelle. Si deux d'entre eux ont été relaxés, le tribunal a condamné les deux autres,

Anthony et Daniel, à un mois de prison avec sursis (le procureur avait réclamé six mois avec sursis), mais aussi à l'intégralité des dommages et intérêts réclamés par le Medef et les AGF, son assureur, qui s'élèvent à 1,1 million d'euros, le montant de plus d'une vie entière de salaires !

Une telle décision de justice

criminalise l'action des travailleurs lorsqu'ils se défendent et vise à les intimider dans leurs luttes à venir.

Les trois cents personnes rassemblées devant le tribunal pour entendre le jugement, indignées par une telle décision, ont réclamé la relaxe d'Anthony et Daniel, qui ont dès le lendemain fait appel de

l'ensemble du jugement. Elles se sont séparées en chantant *l'Internationale* et en se promettant d'amplifier la mobilisation, qui avait déjà réuni 5 000 personnes en soutien lors du procès le 30 mars dernier, pour réclamer la relaxe de l'ensemble des inculpés.

Correspondant LO

La « fortune » de Castro selon Forbes

Le magazine *Forbes*, dont le fonds de commerce est de vendre des classements sous différents angles des plus grosses fortunes du monde, publie chaque année celui des « fortunes des rois, reines et dictateurs » où figurent en bonne place les reines d'Angleterre et des Pays-Bas, le sultan de Brunei, le roi d'Arabie saoudite et quelques autres. Y est mentionnée depuis des années la « bête noire » des États-Unis, le dirigeant cubain Fidel Castro. Cette année, sa « fortune » est supposée valoir 900 millions de dollars... Le dirigeant cubain s'est indigné en déclarant : « Si on trouve un seul compte en banque secret où j'ai ne serait-ce qu'un dollar, je démissionnerai ».

Malcolm Forbes possède le magazine qui porte modestement son nom et une maison d'édition. Il fait partie du gratin américain et sa fortune n'est pas mal non plus. Rédacteur en chef du magazine, il est aussi – coïncidence sans doute ! – le président honoraire de la Commission pour la reconstruction économique de Cuba, de la Fondation nationale cubano-américaine, créée par feu Reagan pour réunir les Cubains anti-castristes réfugiés aux États-Unis et soutenir leurs activités, pas toujours très légales (le Cuba d'avant Castro était le lieu de tous les trafics et une annexe de la mafia).

Dans ce milieu, depuis

l'échec de l'invasion de la baie des Cochons en 1962, on n'a jamais abandonné l'idée de remettre la main sur Cuba et l'on ne manque pas une occasion de dénigrer Castro.

La formulation utilisée par *Forbes*, en présentant la fortune de Castro, ne manque pas de sel. « Nous supposons », écrit le rédacteur – ce qui est mieux que « nous inventons » – qu'« il a un contrôle économique sur le réseau de compagnies appartenant à l'État, comprenant le palais des congrès, proche de La Havane ; et aussi Cimex, un groupe de boutiques de détail et Medicuba, qui commercialise vaccins et médicaments. »

Les journalistes ont donc évalué la valeur d'entreprises

d'État, qui par définition n'appartiennent à personne en particulier. Et, comme dans le monde des Forbes on n'imagine pas vivre sans prélever sa dîme, ils ont appliqué le pourcentage que, ils le supposent, Castro appliquerait. Et le tour était joué. Et, pour donner un peu de corps au luxe dont il serait entouré, l'article fait grand cas de la flotte de Mercedes du régime, des voitures offertes par l'URSS... il y a plus de vingt-cinq ans !

Tout cela a rendu ironique le dirigeant cubain, qui a demandé ce qu'il pourrait bien faire d'une telle fortune, à 80 ans, alors que, par ailleurs, il est sans descendance. Il aurait même pu, en reprenant des

chiffres antérieurs de *Forbes* souligner que sa « fortune personnelle », cotée un temps 1,4 milliard de dollars, avait même diminué. Mais curieusement, ce n'est pas à cette conclusion qu'en est arrivé *Forbes*.

En tout cas, si le régime cubain n'est pas sans reproches du côté des libertés démocratiques, il a au moins le mérite d'avoir développé l'éducation et la santé publique. Les autres lauréats du classement ne peuvent en dire autant, eux dont les fortunes sont bâties sur l'exploitation du monde entier. Et là, malheureusement, ce n'est pas une fiction.

Jacques FONTENOY

• Palestine

Un référendum pour sortir de la crise ?

Dans un ultimatum adressé au gouvernement palestinien dirigé par le Hamas, le président Mahmoud Abbas a annoncé que, si celui-ci ne se prononçait pas pour une négociation comportant une reconnaissance de l'existence de l'État d'Israël, il organiserait un référendum pour faire entériner cette démarche par la population palestinienne elle-même.

Le président palestinien cherche ainsi à sortir de la situation où l'a placé la victoire du Hamas lors des élections législatives de janvier dernier, suivie par le boycott et l'interruption des crédits de la part d'Israël et des puissances occidentales, créant une situation dramatique pour la population palestinienne ainsi privée de ressources.

Le référendum demanderait à la population d'accepter – ou de rejeter – un document élaboré par les dirigeants pales-

tiniens détenus en Israël, notamment dans la prison de Hadarim, le dirigeant du Fatah Marwan Barghouti et un responsable du Hamas, Abdel Khaled Natche. Celui-ci prévoit la création d'un État palestinien dans les frontières de 1967, soit en Cisjordanie et à Gaza avec Jérusalem-Est comme capitale, ce qui comporte au moins implicitement la reconnaissance d'Israël à laquelle jusqu'à présent les dirigeants du Hamas se refusent.

Le président palestinien mise ainsi sur la popularité des dirigeants emprisonnés auteurs du document, mais aussi sur la volonté sans doute majoritaire de la population palestinienne de parvenir de toute façon à un règlement avec Israël, pour faire accepter cette perspective malgré l'opposition du Hamas. Il vise aussi sans doute à faire éclater les contradictions existantes, au sein du Hamas, entre les

dirigeants plus pragmatiques qui sont au gouvernement et d'autres qui continuent à pratiquer la surenchère verbale et à proclamer qu'aucun compromis n'est possible.

Mahmoud Abbas cherche aussi bien sûr à répondre aux dirigeants israéliens, qui se servent de la victoire électorale du Hamas pour affirmer qu'il n'y a pas d'interlocuteur possible du côté palestinien et poursuivre leurs plans. Après le retrait israélien de Gaza, la construction du mur de séparation en Cisjordanie vise à imposer des frontières de fait, rendant la vie impossible à une partie de la population palestinienne et ne laissant à l'autre qu'un territoire morcelé sous surveillance israélienne.

Si le « plan des détenus » était adopté côté palestinien, il serait sans doute plus difficile au gouvernement israélien de continuer à proclamer qu'il n'a pas d'interlocuteur. Mais jusqu'à présent, il n'a jamais

été embarrassé pour inventer des prétextes et reporter toujours plus loin l'échéance d'une négociation avec les Palestiniens aboutissant à leur rendre les territoires conquis. Et en attendant, il poursuit la colonisation de ces territoires pour créer autant de « faits accomplis » sur lesquels il prétendra qu'il est impossible de revenir.

C'est cette politique d'Israël, menée notamment par Sharon, mais aussi par les gouvernements travaillistes, qui a contribué à discréditer les dirigeants palestiniens du Fatah comme Mahmoud Abbas, et créé les conditions de la victoire du Hamas. « Plan des détenus » ou pas, si cette politique d'Israël se poursuit, les dirigeants palestiniens auront de plus en plus de mal à contrôler la situation, qu'il s'agisse de Mahmoud Abbas ou de ceux du Hamas. Les affrontements armés qui éclatent entre les milices du Hamas

et la police palestinienne pourraient être le prélude à des affrontements plus vastes.

L'initiative de Mahmoud Abbas, en même temps qu'à reprendre le contrôle de la situation qu'il a perdu après la victoire du Hamas, vise à répondre à des dirigeants israéliens qui tablent ouvertement sur une dégradation de la situation en Palestine pour mener d'autant plus tranquillement leur politique. Il vise aussi l'opinion israélienne, cherchant à lui démontrer que, à l'inverse de ce que proclament ses dirigeants, une négociation avec les Palestiniens serait possible.

Mais si la population israélienne, comme semblent l'avoir démontré les dernières élections, veut réellement parvenir à une coexistence avec les Palestiniens, c'est d'abord d'elle qu'il dépend de l'imposer à ses propres dirigeants.

Viviane LAFONT

Vient de paraître :



Édité par Lutte Ouvrière
Prix : 6 euros

En vente auprès de nos militants ou encore en écrivant à :

Lutte Ouvrière
BP 233 – 75865
Paris Cedex 18

Joindre un chèque de 7 euros (pour les frais d'envoi) à l'ordre de Lutte Ouvrière

• Irak

Des marines impliqués dans des massacres de civils

Des militaires américains sont soupçonnés d'être impliqués dans le massacre de vingt-quatre civils irakiens. Les faits remontent au 19 novembre 2005, lorsqu'un convoi américain, traversant la ville de Haditha, fut victime de l'explosion d'une bombe. Un marine fut tué. Selon une première version officielle de l'armée américaine, l'attentat fit plusieurs victimes parmi les civils, puis il s'ensuivit des échanges de tirs avec des rebelles qui firent de nouvelles victimes parmi ceux-ci, mais aussi parmi les civils.

Seulement voilà, en mars 2006, une vidéo faite par un étudiant en journalisme irakien est parvenue à l'hebdomadaire *Time* et à plusieurs chaînes de télévision arabes. Elle confirme que les marines, rendus furieux par la mort de l'un des leurs, ont tiré sans raison sur des civils. Elle montre notamment des corps de femmes, de très jeunes enfants et de vieillards n'ayant pas pu participer aux combats ainsi que des maisons très endommagées par les tirs de l'armée américaine ; on y voit

également une femme avec un enfant être froidement assassinée par des soldats.

Qui plus est, un représentant du Parti Démocrate ayant participé à la dernière commission d'enquête a affirmé qu'il y a bien eu une enquête sur cette tuerie juste après les faits, mais qu'elle a été étouffée par la hiérarchie militaire. Le fait est qu'aujourd'hui une douzaine de marines sont soupçonnés de crimes de guerre et que trois officiers américains ont été relevés de leurs fonctions.

Ce massacre de civils irakiens n'est pas le premier depuis le début de l'intervention militaire américaine. Ainsi l'armée américaine est accusée d'un autre massacre perpétré le 15 mars à Ishaqi au nord de Bagdad. À l'époque les militaires avaient parlé de quatre civils tués dans l'effondrement de leur maison, alors que les marines recherchaient un militant d'Al-Qaïda. Depuis des images diffusées par la BBC ont montré les cadavres criblés de balles de plusieurs enfants et d'un homme qui auraient été abattus de sang-froid selon des témoins. Le porte-parole de

l'armée américaine a annoncé qu'une enquête « approfondie » avait montré que les « soldats américains ont respecté les règles » et parle de « dommages collatéraux » pour les civils tués.

Il est probable que des dizaines de milliers de civils ont été victimes des missiles et des bombardements de l'aviation US. Comme il est probable que d'autres tueries, perpétrées par les marines et sans témoins, ont eu lieu depuis l'invasion de l'Irak, il y a plus de trois ans.

Et si les affaires de Haditha et d'Ishaqi provoquent quelques remous aux États-Unis, c'est qu'elles ne sont pas sans rappeler à une fraction de la population américaine les exactions de son armée durant la guerre du Vietnam, notamment les massacres de villageois innocents. L'aventure militaire américaine en Irak semble répéter, par bien des aspects, celle menée dans le Sud-Est asiatique il y a plus de trente ans. Et elle débouche aussi sur le même fiasco.

Roger MEYNIER

Au sommaire de Lutte de Classe n° 97 (mai-juin 2006)

France

Contraint de reculer sur le CPE, déstabilisé par l'affaire Clearstream, le gouvernement fait la campagne du PS... ou de l'extrême droite

« **Départements d'Outre-Mer** »

19 mars 1946 - 19 mars 2006 : 60 ans de politique dite « d'assimilation »

Italie

Le retour du centre gauche, avec l'appui du grand patronat

Grande-Bretagne

Dix ans de privatisation dans les chemins de fer

Tribune

Réforme ou révolution... entre poire et fromage ?

Prix : 1,50 euro - Envoi contre quatre timbres à 0,53 euro

• Immigrés, demandeurs d'asile, sans domicile fixe

Le préfet du Loiret a encore fait du zèle

Le préfet du Loiret vient encore de faire parler de lui. Jusqu'à présent, ses services budgétisent 500 nuitées d'hôtel destinées à des personnes en difficultés : sans-domicile-fixe, familles immigrées en attente de régularisation ou demandeurs d'asile. À partir du 1^{er} juillet, ce budget est supprimé et ceux qui en bénéficiaient sont invités à se débrouiller pour trouver un hébergement.

Une autre directive émanant de la même préfecture prévoit également, dans la prévision des expulsions de familles immigrées à la fin de cette année scolaire, que des contrôles soient effectués dans les parties communes des hôtels hébergeant actuellement ces familles.

C'est le même préfet qui a signé, il y a peu de temps, l'ordre d'expulsion d'une Malienne, Mariam Sylla, et de ses deux enfants, une décision qui avait ému l'opinion et obligé Sarkozy à prononcer son annulation.

Le quotidien *Libération* a recueilli des témoignages parmi ceux qui sont visés par la nouvelle décision du préfet. Ici, c'est une famille algérienne dont le père est ingénieur automobile à la recherche d'un emploi, dont les deux enfants sont scolarisés dans une école proche de son hôtel. Là, une famille arménienne où seule la mère dispose d'une carte de résidence pour dix ans, tandis que le père a perdu son emploi parce que la préfecture ne lui a pas renouvelé ses deux récés-

pissés de trois mois. Ils doivent survivre à trois avec un seul RMI, comment feront-ils s'ils doivent payer un loyer ou une chambre d'hôtel ? Ailleurs, c'est une mère de deux enfants qui a fui l'Angola en guerre ou encore un couple venu de République démocratique du Congo, dont deux enfants jumeaux viennent de naître ici, mais que le père n'a pu reconnaître faute d'avoir des papiers en règle.

admis que sa commission d'attribution ajourne toutes les demandes de ce type « depuis septembre 2001 », tout en renvoyant la balle au préfet qui n'aurait pas pris de décision sur la manière d'appliquer dans son département une circulaire sur ce sujet. Les travailleurs immigrés qui souhaitent vivre avec leur famille n'ont qu'à patienter !

La mobilisation des asso-



Toutes ces vies déjà difficiles vont le devenir encore plus, du fait de cette fermeté affichée, inspirée surtout par des calculs politiques destinés à flatter les sentiments anti-immigrés de l'électorat réactionnaire.

D'autre part, SOS Racisme vient de dénoncer le rôle du préfet dans les décisions prises par l'OPAC d'Orléans, qui gère l'attribution des logements HLM. Cet office aurait une attitude discriminatoire contre les demandeurs de logement au titre du regroupement familial. Tout en niant le fait, l'OPAC a cependant

ciations contre l'expulsion de Mariam Sylla et de ses deux enfants avait pesé pour que cette décision soit annulée. Aussi, les associations de défense des sans-papiers et le réseau Éducation sans frontières ont-ils l'intention de se mobiliser à nouveau. Ils appellent notamment à une manifestation le 24 juin à Orléans pour obliger le préfet du Loiret à remballer ses projets.

Il est en effet urgent d'empêcher ce nouveau forfait.

Jacques FONTENOY

• Anciens combattants des régiments coloniaux

Injustice et pingrerie d'État

La consécration par le jury du Festival de Cannes du film *Indigène*, qui évoque le rôle des troupes dites coloniales dans les combats de la Seconde Guerre mondiale, met aussi en lumière le problème du sort réservé à ceux qui, parmi ces anciens combattants, ont survécu.

Après l'obtention de l'indépendance des ex-colonies françaises, les anciens combattants qui avaient opté pour la nationalité de leur pays d'origine ont vu leur pension militaire transformée en indemnité viagère, variable d'un pays à l'autre,

jusqu'à 25 fois inférieure aux pensions perçues par les Français.

En 2003, un Camerounais blessé de guerre et invalide à 100 % touchait 103 euros par mois et un Marocain 61, contre 686 euros pour un ressortissant français dans la même situation. Pourtant, en 2001, les autorités françaises ont été condamnées pour discrimination à l'égard des anciens combattants étrangers par le Conseil d'État. Ce dernier avait donné raison à un ancien tirailleur sénégalais qui avait porté plainte parce que le

montant de sa pension était resté bloqué depuis le jour de l'indépendance de son pays.

Rien n'a été fait depuis. Les gouvernements successifs, de droite comme de gauche, ont même le culot d'arguer de leurs contraintes budgétaires pour ne pas revaloriser les pensions et les retraites militaires des ex-coloniaux.

Le mépris des autorités françaises pour ceux qui furent leurs sujets, enrôlés parfois de force, pour une guerre qui n'était pas la leur, est toujours bien là.

Alain VALLER

Solidarité avec les élèves sans-papiers



Manifestation contre la loi Sarkozy devant le Sénat, mardi 6 juin.

« Sarkozy renonce à expulser les élèves sans papiers », titrait *Le Figaro* du mardi 6 juin. En réalité, seule une petite minorité des familles de ces enfants pourra obtenir un titre de séjour leur permettant de rester en France. Des considérations politiques ne sont pas étrangères à cette décision, Sarkozy voulant montrer aux électeurs de son camp qui pourraient être choqués par les mesures prises contre les immigrés qu'il sait aussi faire preuve d'humanisme. Mais il s'agit tout de même de la part du ministre de l'Intérieur d'un recul, qui est avant tout dû à la mobilisation qui s'est faite dans les écoles et les quartiers pour protéger les enfants ou leur famille menacés d'expulsion à la fin de l'année scolaire.

La mesure de « clémence » que Sarkozy demande aux préfets d'adopter est restrictive et elle ne bénéficiera qu'à quelque 800 familles, soit environ 1 200 personnes. Il s'agit des familles « les plus intégrées », c'est-à-dire celles dont les enfants sont nés en France, y ont toujours été scolarisés et ne connaissent pas la langue d'origine de leurs parents. C'est peu, en regard des 300 à 400 000 émigrés, dont 50 000 enfants, qui n'arrivent pas à obtenir leur régularisation et risquent à tout moment d'être expulsés de force. C'est peu aussi si l'on compare ce nombre aux 25 000 expulsions prévues cette année par le ministre de l'Intérieur.

Heureusement, il n'est pas dit que Sarkozy remplisse ses objectifs, car un peu partout en France, des enseignants et des parents n'acceptent pas de voir des élèves ou des camarades de classe de leurs enfants retirés brutalement de l'école où ils étudient, conduits avec leur famille dans un centre de rétention en attendant parfois plusieurs semaines d'être expulsés vers un pays que beaucoup ne connaissent pas, pour y trouver les conditions de vie misérables, ou même la guerre, qui avaient poussé leurs parents à émigrer.

Depuis plusieurs mois, des manifestations devant les préfectures, des mouvements de

grève ou des occupations symboliques d'écoles ont eu lieu, pour manifester la solidarité avec les enfants menacés, et souvent avec succès puisque des expulsions ont pu être évitées. Le mois dernier, le Réseau éducation sans frontières (RESF) a lancé une pétition appelant à parrainer les élèves sans papiers. 30 000 personnes ont déjà accepté de s'engager à protéger un jeune, ce qui veut dire l'accompagner dans ses démarches dans un premier temps, et ensuite s'opposer à son expulsion si les démarches échouent, en faisant nombre devant les forces de l'ordre ou même en prenant le risque de le cacher, contrevenant à la loi en toute connaissance de cause.

La solidarité envers ces jeunes et leur famille a déjà permis que les élèves sans papiers puissent étudier jusqu'à la fin de l'année scolaire, et elle a surtout pu permettre que des parents aient leur titre de séjour prolongé d'autant. Le 1^{er} juillet, le premier jour des vacances scolaires, ces élèves ou leur famille risquent de nouveau d'être expulsés à tout moment. Le Collectif contre une immigration jetable et Réseau éducation sans frontières appellent à manifester ce jour-là et à amplifier la solidarité.

Marianne LAMIRAL